

Ayuntamiento de Madrid

but de racheter à vil prix une foule de valeurs qu'elle avait vendues cher et que bientôt elle revendrait de nouveau avec prime, soit encore pour crier à la crise et obtenir de la Banque impériale ou du gouvernement quelque nouvelle faveur, soit enfin pour dégrader le marché d'une foule de titres équivoques et faire table rase pour de nouvelles créations, qui ne tardent pas à prendre leur place. Nous ne savons pas en vue de laquelle de ces trois éventualités la crise actuelle a éclaté; peut-être s'agit-il de les réaliser toutes à la fois.

Peut-être bien aussi, — mais, d'après l'expérience, c'est l'hypothèse la moins admissible — la crise a-t-elle surpris tout le monde et n'est-elle que l'effet de l'exagération de la spéculation, qui se sera laissée persuader que l'ouverture de l'exposition universelle amènerait avec elle l'âge d'or, que les recettes des chemins de fer et des Banques, etc., etc., devaient être grosses à l'infini par les millions d'étrangers qui afflueraient à partir du 1^{er} mai. C'est toutefois, nous le répétons, la supposition la moins admissible, et tout porte à croire que d'ici à peu de jours la Bourse de Vienne aura repris sa sérénité habituelle et voguera de nouveau sur la pleine mer de la spéculation, après avoir « exécuté » dans la capitale quelques centaines de naüfs et dans la province quelques milliers d'imbéciles dont il ne sera plus question. Tel l'Océan, après la tempête, reparait calme et limpide à l'endroit même où la veille des centaines d'êtres humains luttaient impuissamment contre la mort et ont été engloutis sans laisser de traces.

Depuis longtemps déjà le Reichsrath se trouvait saisi d'un projet de loi destiné à remanier la législation sur les compagnies par actions; mais, dans sa dernière session, il n'a pas trouvé le temps de s'en occuper et il reste à désirer seulement que la nouvelle Chambre reprenne cette œuvre nécessaire, quoique difficile. On peut d'autant mieux l'espérer que le nombre des députés étant doublé par la récente loi électorale, la nouvelle Chambre ne se composera probablement pas dans la même proportion que la précédente, de députés figurant comme directeurs dans dix, vingt « sociétés » et plus encore. Ces députés non directeurs seront peut-être moins « compétents » sur la matière, mais peut-être aussi apporteront-ils un peu plus de bonne volonté à remédier à un état de choses qui frise le scandale. Ce n'est pas à dire que la législation soit en mesure de prévenir absolument les écarts de conscience des uns et les excès de folie des autres; mais elle peut au moins faire que la loi ne les encourage pas — et que les sommités de la société donnent l'exemple d'une plus sérieuse observation des lois et des convenances.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, vendredi 9 mai, au soir.

CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Hugesson, sous-secrétaire d'Etat pour les colonies, annonce que, selon des nouvelles de la Côte de l'Or, les Fantis ont dû se retirer après deux combats et que les Achantis s'avancent sur toute la ligne, au nombre de 30 à 40,000. Les pertes des Fantis ne sont pas considérables. Le roi des Achantis motive son invasion par le fait de la cession d'Elmina.

Autre dépêche.

Rome, vendredi 9 mai, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion sur la loi des corporations religieuses, M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, fait ressortir que les maisons généralices devront disposer toujours des ressources nécessaires pour entretenir leurs rapports avec le monde catholique, si l'Italie ne veut pas compromettre les progrès qu'elle a déjà réalisés.

Autre dépêche.

Vienne, vendredi 9 mai, 11 h. du soir.

La réunion des députés des maisons de banque convoquée à la suite de la crise qui a éclaté à la Bourse, a résolu de retarder les ventes par voie d'exécution en établissant un cours compensatoire et en usant des plus grands ménagements dans les protêts et pour le paiement des différences. Environ 12 millions de florins ont été souscrits pour faciliter la prolongation des échéances.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le vote de mardi dernier, par lequel le Parlement de l'empire a maintenu, malgré la vive opposition du gouvernement, sa décision antérieure sur la frappe d'une pièce de 2 marcs, donnera certainement lieu à une foule de commentaires dans les organes de la presse. A cause de la solennité du jour, la poste du matin ne nous a apporté aujourd'hui, en fait de journaux prussiens, que la *Kölnische Zeitung* et la *Kölnische Zeitung*, dont la première se félicite du vote du Parlement « parce que la représentation nationale a affirmé sa parole vis-à-vis du pouvoir », et la seconde « parce que la pièce de 2 marcs est une monnaie très-commode, qui, sans être indispensable, n'en cadre pas moins très bien dans le nouveau système monétaire ».

On attribue la majorité inattendue de 28 voix (130 contre 102) en faveur de la pièce de deux marcs au fait qu'un grand nombre de députés de la droite étaient absents au moment de l'appel nominal. Ont voté pour la pièce de 2 marcs : les députés de l'Allemagne du Sud, les progressistes, les ultramontains et les Polonais.

D'après ce qu'on télégraphie de Berlin à la *Kölnische Zeitung*, on a été péniblement surpris du vote de mardi dans les cercles du conseil fédéral, et le gouvernement ne dessinera définitivement son attitude qu'après la clôture de la troisième délibération, ajournée au vote sur l'amendement par lequel M. Bamberg proposait d'écarter la pièce de 2 marcs. Il y a une autre clause encore que le conseil fédéral n'est guère enclin à admettre, c'est celle stipulant le retrait jusqu'au 1^{er} janvier 1875 de tous les billets de banque en valeur autre que le marc.

A ce sujet, une dépêche de Stuttgart, 7 mai dit que la chambre de commerce de cette ville a demandé au gouvernement wurtembergeois de s'interposer pour que le terme du retrait des banknotes soit prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1875.

Quant aux dénominations des nouvelles monnaies, on trouve dans les journaux les propositions les plus saugrenues. Les uns voudraient que le finin (*Pfennig*) s'appellât *Deut* ou bien *As*; les autres donnent à la pièce de 10 marcs le nom philologique *Guillaume* pour cette pièce la dénomination de *Guillaume* d'or, contre laquelle on objecte que, ce nom admis, il sera difficile d'éviter les *Jeun d'or*, la *Pierre d'or*, etc., etc. Une proposition très simple et très rationnelle, selon nous, est celle de la *Kölnische Zeitung*. La feuille rhénane est d'avis que la pièce de 10 marcs doit s'appeler tout simplement *couronne*, celle de 20 marcs *doublé-couronne* et celle de 5 marcs *demi-couronne*.

— A la suite des discours si retentissants de M. Lasker sur les concessions de chemins de fer et les sociétés par actions, le comité du congrès d'Eisenach a mis au concours différentes questions intéressant le domaine de l'économie politique. Une de ces questions, celle de la réforme de la législation sur les sociétés par actions, a été traitée par M. Wiener, conseiller de justice, qui vient de publier son mémoire à ce sujet.

M. Wiener résume comme suit ce que devraient être, selon lui, les bases fondamentales de toute bonne législation sur les sociétés par actions :

- 1^{re} Liberté parfaite pour les stipulations des contrats de fondation, mais obligation irrémédiable d'une publicité complète sur toutes les dispositions de ces contrats et responsabilité des fondateurs, — à titre d'élément particulier que n'absorbe point la société par actions, — en cas de publicité insuffisante ou de fausses indications;
- 2^{re} Contrôle de l'administration de la société par les actionnaires, au moyen d'un organe indépendant de l'administration, soumis à la réélection annuelle, responsable, investi de droits étendus, mais soumis à une responsabilité strictement limitée et auquel seraient substitués des experts nommés par l'autorité judiciaire, dans le cas où cet organe ne pourrait pas être constitué par voie d'élection;
- 3^{re} Garantie de certains droits individuels de l'actionnaire, à titre particulier, le rendant indépendant des décisions de l'assemblée générale, et droit d'une minorité à *minimum* fixe d'actionnaires de provoquer une enquête judiciaire, à la suite de soupçons motivés d'irrégularités commises, soit à la fondation de l'entreprise, soit dans l'administration.

— La *National Zeitung* dit ce qui suit sur un nouveau papyrus apporté d'Egypte par le professeur Ebers, de Leipzig :

« Nous sommes à même d'annoncer à nos lecteurs que l'Allemagne vient d'acquiescer à une curiosité littéraire excessivement importante et précieuse. Pendant son récent voyage en Egypte, M. le docteur Ebers, professeur à l'université de Leipzig, a acheté, à Thèbes, un papyrus qui compte parmi les monuments les plus intéressants de l'époque des Pharaons. Il appartient aux plus anciens papyrus hiéroglyphiques et, bien que le papyrus soit écrit depuis environ 3,400 ans, il ne manque pas une lettre dans les 110 pages qu'il contient. Si par sa conservation parfaite et sa haute antiquité, ce papyrus est déjà des plus remarquables, sa grandeur et surtout son contenu en font une des acquisitions les plus précieuses et dont on peut attendre des données de la plus haute importance.

« En effet, le papyrus Ebers renferme un manuel complet de la médecine égyptienne à une époque très reculée. Les affections de toutes les parties du corps humain y sont traitées de telle façon que l'auteur décrit d'abord tous les symptômes de la maladie et indique ensuite tous les médicaments à employer dans chaque cas, en notant soigneusement la dose voulue. Comme de raison, le pré-médecin qui a rédigé ce manuel a inséré un nombre de ses recettes une foule de formules magiques et religieuses. Neuf pages du papyrus sont consacrées

aux maladies d'yeux, pour le traitement desquelles, comme les Grecs l'ont reconnu, les Égyptiens primaient tous les autres peuples de l'antiquité. D'autres sections du papyrus renferment un précis de la physiologie et de l'histoire de la médecine, qui promettent des données de la plus haute importance, par la raison que le papyrus Ebers est le plus ancien que l'on connaisse.

« De retour en Allemagne, M. le professeur Ebers s'est empressé d'annoncer sa découverte au monde savant, par l'organe de l'*Augsburger Zeitung*, dans un article où il résumait le contenu sommaire des différents sections de l'ouvrage, qui fournira de plus des données inappréciables pour l'étude de la langue égyptienne de la haute antiquité.

« Presque tous les papyrus remarquables par leur grandeur et leur conservation, trouvés ces derniers temps, étaient devenus la propriété du *British-Museum* (entre autres, il y a peu de temps, le papyrus Harris, acheté au prix de 3,000 liv. st.), aussi sommes-nous heureux que le papyrus Ebers soit acquis à l'Allemagne. S. M. le roi de Saxe l'a acheté pour la bibliothèque de l'université de Leipzig, et la publication de ce grandiose monument littéraire aura lieu dans quelques mois, par les soins du professeur Ebers lui-même. »

PRUSSE. — La Chambre des Députés n'a pas tenu de séance mercredi dernier — pas plus que le Parlement de l'empire — à cause du jeûne (*Buss- und Bettag*, litt. « jour de pénitence et de prière »). Cette fête religieuse avait cette année une solennité particulière en ce qu'elle se célébrait pour la centième fois. Elle a été instituée le 28 janvier 1773, en même temps que la « fête de reconnaissance après la moisson » (*Aernle-Dankfest*). (*Kölnische Zeitung*.)

Autriche-Hongrie.

Le prince de Galles et le prince Arthur d'Angleterre feront, probablement le 10 mai, une excursion à Pesth, par le Danube, à bord de l'*Ariadne*, splendide vapeur qui vient de sortir des chantiers de Bude.

— Le prince Charles de Bavière est arrivé à Vienne ces jours-ci.

— M. Banhaus, ministre du commerce, a donné le 6 mai un grand dîner en l'honneur des commissaires étrangers pour l'exposition universelle. La *Wiener Zeitung* cite non-seulement les noms de tous les convives, mais donne même le menu du dîner.

La série des toasts a été ouverte par M. de Moser, président de la commission centrale allemande pour l'exposition, qui a porté la santé de S. M. l'empereur François-Joseph; M. Banhaus a répondu en buvant à « mes hôtes ». D'autres toasts ont été portés par le comte Cavour, commissaire anglais, par les députés protecteurs et promoteurs de l'exposition, par M. du Sommerard, commissaire français, au baron de Schwarz-Senborn, directeur général de l'exposition, et par M. Bayard-Taylor, homme de lettres américain, à l'industrie autrichienne.

— Le général Mollinary, commandant militaire de la Croatie, a été mandé à Pesth. Il a quitté Agram le 6 mai.

— La *Neue freie Presse* publie les premiers détails sur la catastrophe de chemin de fer signalée par le télégraphe.

Le train de Biazis, dit-elle, qui doit arriver à 11 heures à Pesth, a déraillé près de l'entrée de la gare, à peu de distance de l'hippodrome. On posait à cet endroit de nouveaux rails, qui n'étaient pas complètement assujettis. Le conducteur du train avait pris la fausse voie et les ouvriers occupés à poser les rails firent des signaux désespérés pour que le machiniste arrêtât le train. Ce fut en vain. Arrivé au point de jonction des anciens rails et des nouveaux, la locomotive s'enfonça profondément dans le sable et les wagons montèrent les uns sur les autres. Trois voitures sont complètement brisées. On a retiré des débris jusqu'à présent 22 cadavres et 23 personnes blessées, dont 9 grièvement. Les victimes étaient pour la plupart des ouvriers originaires de la Carniole, que l'on avait placés dans les quatre premières voitures du train. Des secours arrivèrent immédiatement de toutes parts. La police de Pesth et des médecins furent aussitôt sur les lieux. Le machiniste et son aide, ainsi que le chauffeur et un employé des bagages, sont plus ou moins grièvement blessés.

France.

M. Pradié, député de l'Aveyron, a communiqué à plusieurs de ses collègues de la commission de permanence son projet sur le mode de nomination et les attributions d'une seconde Chambre. Voici le texte de ce projet de loi, qui sera distribué aux députés le premier jour de la reprise des travaux de l'Assemblée :

TITRE I. — Composition de la Chambre.

Article 1^{er}. — La seconde Chambre se compose :

- 1^{re} Des députés des départements, arrondissements et communes;
- 2^{re} Des députés des différents corps de l'Etat et des divers groupes constitués, tels que l'armée de terre et de mer, l'ordre judiciaire, le clergé des divers cultes reconnus, le corps enseignant, la finance, le commerce, l'industrie et le travail.

Art. 2. — Les départements, arrondissements et communes sont représentés par autant de députés que le département a de fois 150,000 habitants. Toute fraction excédante de plus de 75,000 habitants donne droit à un député. Mais dans aucun cas, le nombre des députés ne pourra excéder 6 par département.

Art. 3. — Le corps électoral, chargé de nommer les députés départementaux, se compose :

- 1^{re} Des membres du conseil général;
- 2^{re} Des membres des conseils d'arrondissement;
- 3^{re} Des membres des conseils municipaux, avec adjonction des plus forts imposés en nombre égal, conformément à l'art. 42 de la loi du 18 juillet 1837. (Nous soumettons à la commission la question de savoir si on ne pourrait pas encore adjoindre à ce corps électoral, les capacités : médecins, notaires, juges de paix, magistrats, avocats, employés, etc., qui composent, comme il va être expliqué, le corps électoral des groupes nationaux, et jouiraient ainsi, à raison de leurs lumières, de la faculté de voter pour l'élection des députés départementaux et des députés nationaux.)

Art. 4. — Le corps électoral, chargé de nommer les députés départementaux, ainsi composé, l'élection a lieu au scrutin de liste, au chef-lieu de canton. Les votes sont recueillis et dépouillés, et le résultat est envoyé à la préfecture, dans les formes prescrites pour l'élection des députés. Tout électeur qui s'abstiendra sera tenu de verser la valeur de dix journées de prestation dans la caisse du bureau de bienfaisance de sa commune ou du chef-lieu de canton.

Art. 5. — L'ordre judiciaire est représenté par quinze députés, nommés au scrutin de liste, pour toute la France, par les magistrats, juges de paix, avocats et officiers ministériels de toute la France.

Art. 6. — L'armée de terre et de mer est représentée :

- 1^{re} Par les amiraux et maréchaux, membres de droit de la seconde Chambre;
- 2^{re} Par 10 officiers généraux des armées de terre et de mer appartenant à la deuxième section du cadre d'activité, et nommés par les officiers en retraite ou démissionnaires des deux armées.

Art. 7. — Le corps enseignant, les sciences, les lettres et les arts sont représentés par 20 députés, nommés par les membres de l'Institut, par les professeurs du Collège de France, des diverses écoles du gouvernement, des Facultés, par les licenciés et docteurs en médecine, en lettres, en sciences, par les agrégés et professeurs de l'université, par les instituteurs primaires, par les instituteurs et professeurs des établissements primaires, secondaires et supérieurs, par les recteurs, par les chefs de journaux et revues de toute la France, ayant au moins 10 ans de consécration d'existence.

Art. 8. — Les intérêts financiers sont représentés par 10 députés, nommés par les membres de la cour des comptes, les membres du conseil de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations, par les agents de change et par les membres des conseils d'administration et de surveillance de la Banque de France, du Crédit foncier et des compagnies financières ayant un capital-actions d'au moins 50 millions, dont la moitié réalisés.

Art. 9. — Les intérêts de l'industrie et du commerce sont représentés par 20 députés, nommés par les membres des tribunaux et des chambres de commerce, par les membres des chambres consultatives des arts-et-métiers, des chambres consultatives d'agriculture, et par les membres des conseils d'administration et de surveillance des compagnies de chemins de fer et des sociétés commerciales et industrielles représentant un capital d'au moins 3 millions réalisés.

Art. 10. — Les intérêts des ouvriers seront représentés par 20 députés, dont dix patrons et dix ouvriers nommés par les membres des conseils de prud'hommes.

Art. 11. — Les intérêts des pauvres seront représentés par dix députés nommés par les membres des bureaux de bienfaisance et commissions d'hygiène, par les membres des bureaux des sociétés de secours mutuels et sociétés de bienfaisance dont la nomenclature sera arrêtée par la commission.

Art. 12. — Les cultes protestants et le culte israélite seront représentés par deux députés nommés, un par les consistoires des Églises réformées, un par les consistoires israélites.

Art. 13. — Le clergé catholique sera représenté :

- 1^{re} Par les cardinaux, qui font de droit partie de la seconde Chambre;
- 2^{re} Par 10 députés, dont 5 laïques, nommés par tous les évêques régulièrement institués et approuvés, et non interdits.

Art. 14. — Les députés désignés aux articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 seront nommés le même jour, au scrutin de liste, pour toute la France, et au chef-lieu d'arrondissement. Les votes, recueillis dans autant d'urnes qu'il y a de groupes à représenter, seront dépouillés et transmis à la préfecture, dans les formes prescrites pour l'élection des députés. Si un électeur appartient à deux ou plusieurs groupes à la fois, il déclarera pour lequel il entend voter et déposera son vote. Les électeurs qui ne pourraient se rendre au chef-lieu d'arrondissement auront la faculté de remettre, au maire de leur commune, leur vote sous double enveloppe cachetée.

Le maire légalisera la signature de l'électeur sur la dernière enveloppe, y apposera le timbre de la mairie et transmettra le bulletin dans cet état au sous-préfet. Celui-ci légalisera la signature du maire, y apposera le timbre de la préfecture sur l'enveloppe et transmettra le bulletin au bureau chargé de recueillir et de dépouiller les votes. La dernière enveloppe du bulletin ainsi transmis sera déchirée par le président du bureau, et le vote renfermé dans la seconde enveloppe cachetée sera jeté dans l'urne du groupe auquel appartient l'électeur. Les électeurs qui s'abstiendront de voter auront à verser la valeur de dix journées de

prestation dans la caisse du bureau de bienfaisance de leur commune ou chef-lieu de canton.

TITRE II. — Durée et attributions de la seconde Chambre.

Art. 15. — La seconde Chambre est nommée pour huit ans, de la manière suivante : les sénateurs nationaux seront nommés un mois avant les sénateurs départementaux, et ces derniers deux mois avant les députés de l'autre Chambre.

Art. 16. — Les deux Chambres se réunissent en Assemblée Nationale ou en Parlement :

- 1^{re} Le jour de l'inauguration de chaque session législative, en présence du président de la république, pour entendre son message;
- 2^{re} Le jour où seront élus, au scrutin secret, le président et le vice-président de la république;
- 3^{re} Quand il s'agira de voter sur la Constitution ou les modifications à la Constitution, sur une déclaration de guerre ou dans certains autres cas exceptionnels qui seront déterminés par la commission.

4^{re} Toutes les fois enfin que, conformément à ce qui a été dit à l'art. 20, le président de la république et les deux Chambres, voulant prévenir ou terminer un conflit, croiront utile de faire voter ensemble les deux Assemblées, sous la présidence du chef de l'Etat ou celle d'un député.

Art. 17. — La seconde Chambre partage la puissance législative et politique avec l'autre Chambre.

Art. 18. — Elle a l'initiative des lois et elle peut faire des amendements, soit sur les propositions qui émanent d'un de ses membres, soit sur celles qui émanent du gouvernement ou de l'autre Chambre.

Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par l'autre Chambre.

Art. 19. — Elle jouit du droit d'interpellation.

Art. 20. — Toute proposition de loi rejetée par elle ou par l'autre Chambre ne pourra être représentée dans la même session. Si la même loi a été de nouveau votée par la même Chambre et si elle est de nouveau rejetée par l'autre Chambre, le président de la république et l'autre Chambre qui l'a adoptée, auront la faculté de demander que la loi soit discutée et votée pour la troisième fois au scrutin secret dans une Assemblée plénière.

Des commissions, composées par moitié de membres des deux Chambres, peuvent se réunir pour amener l'accord entre les deux Assemblées.

Art. 21. — La seconde Chambre connaît des crimes ou délits commis par le président de la république et les ministres conformément à la loi de responsabilité. Elle connaît aussi des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'Etat qui sont définis par la loi.

Art. 22. — Aucun membre de la seconde Chambre ne peut être arrêté que par l'autorité de la Chambre et jugé que par elle criminellement.

Art. 23. — L'autre Chambre ne pourra être dissoute par le président de la république que sur la décision conforme de la Chambre haute.

Art. 24. — La haute Chambre a le droit de se proroger à une date qu'elle détermine, après avoir nommé une commission dont font partie les membres de son bureau, et qui aura le droit de la convoquer en cas d'urgence.

Art. 25. — La Chambre haute nomme son président et son bureau.

Art. 26. — Elle vote au scrutin secret. Elle pourra même décider que le secret sera rigoureusement gardé.

Art. 27. — Elle siège dans la même ville que l'autre Chambre.

Art. 28. — Ses membres devront renoncer à leurs fonctions. Mais à l'expiration de leur mandat, ils les reprendront. La durée de leur mandat profitera à leur avancement et sera comptée pour la liquidation de leurs pensions.

Art. 29. — Ses membres recevront une indemnité.

ARTICLES TRANSITOIRES.

Art. 30. — La prochaine seconde Chambre se réunira deux mois avant l'autre Chambre.

Art. 31. — Les membres de la haute Chambre, réunis en Assemblée plénière avec les membres de l'Assemblée actuelle, nommeront le chef du pouvoir exécutif intérimaire, qui gouvernera sous l'autorité de la haute Chambre, jusqu'à l'installation de la Chambre nommée par le suffrage universel.

Art. 32. — Immédiatement après l'élection du chef du pouvoir exécutif intérimaire, l'Assemblée Nationale actuelle se dissoudra.

Art. 33. — Le président définitif de la république sera nommé, immédiatement après l'installation de la Chambre issue du suffrage universel, par les membres des deux Chambres réunies en Assemblée plénière.

Art. 34. — Il sera nommé pour quatre ans.

Tableau de la composition de la seconde Chambre.

Députés représentant les départements,	Environ.
— l'ordre judiciaire	15
— l'armée de terre et de mer	13
— le corps enseignant	20
— les intérêts de l'industrie	10
— les intérêts de l'agriculture	20
— les Églises réformées	1
— le culte israélite	1
— le culte catholique	13
— les intérêts des pauvres	10
— les intérêts des ouvriers	20
Total, environ	370

Si la commission croyait devoir accorder au président de la république et à chacun des deux Chambres la nomination de dix membres de la deuxième Chambre, on arriverait au chiffre de 400, égal à celui de l'autre Chambre.

Le *Bien public* contient, sur l'époque éventuelle de la dissolution, un article très rassurant, dit le *Temps*, pour ceux qui souhaitent l'ajournement de cette mesure. Il emprunte au centre droit la méthode d'évaluation que ce groupe parlementaire a mise en avant toutes les fois qu'on a discuté sur cette échéance, et qui consiste à régler la durée de l'Assemblée d'après un programme plus ou moins étendu, dont on lui réserve a priori l'exécution. Par l'application de cette méthode, la libération du territoire ne serait plus qu'un élément à peu près négligeable; elle marquerait une limite en deçà de laquelle l'Assemblée ne peut pas se dissoudre, mais au-delà de laquelle elle doit durer longtemps encore pour peu que le programme arrêté exige plusieurs mois, et même plusieurs sessions après l'entière libération du sol. Le *Bien public* énonce, comme partie intégrante de ce programme, non-seulement les lois constitutionnelles, mais encore la loi sur l'organisation de l'armée, la loi municipale, celle de l'instruction primaire, des budgets, et d'autres œuvres législatives de plus ou moins longue haleine, vaguement indiquées par plusieurs *et cetera*. Aussi arrive-t-il aisément, en mesurant le temps qu'il faut pour mener à fin ce programme, à conclure que l'Assemblée toute la fin de 1873 et même plusieurs mois de 1874.

Si ces bienveillantes prévisions ont uniquement pour but de rassurer les conservateurs sur les intentions du gouvernement et de dissuader en leur honneur une de ces nombreuses oscillations que comporte nécessairement la politique de bascule, nous n'avons rien à dire, sinon que ce jeu est médiocre en lui-même, qu'il est en outre singulièrement vieillesse. Si au contraire le *Bien public* croit offrir au gouvernement un moyen pratique de résoudre la question de dissolution, nous croyons qu'il s'avance trop et que sa méthode est imprudente.

On doit certainement éviter, poursuit le *Temps* d'assimiler la libération du territoire à une échéance fatale et non susceptible d'un seul jour de prorogation; mais il serait plus téméraire encore de vouloir substituer à cette échéance celle qui résulterait de l'expiration d'un programme législatif, quelque durée que cette exécution exigeât. L'Assemblée posséderait-elle assez de vitalité pour franchir heure par heure le terme que l'opinion assigne à ses pouvoirs ? nous le verrons bien; mais, ni par l'indication d'une date, ni par la rédaction d'un ordre du jour, elle dépend de la vigueur plus ou moins grande que l'Assemblée aura pu conserver. Ce n'est pas l'étendue du programme, c'est la manière dont il sera rempli qui permettra bientôt de mesurer cette vigueur et d'en prévoir la date probable des élections. Si l'Assemblée ne pouvait pas dans une large communion d'idées avec le pays les forces toutes nouvelles dont elle a besoin, le gouvernement ne pourrait que se compromettre avec elle en réclamant son maintien jusqu'à l'entière épuisement du programme législatif, administratif, scolaire, etc., qu'il lui aurait plu de se tracer. Il doit éviter, selon nous, de prendre un tel engagement, car si l'Assemblée prenait une attitude impopulaire, et si le gouvernement faisait comme commune avec elle contre le corps électoral, il partagerait son discrédit sans réussir à prolonger sa durée. Or, conclut le *Temps*, il importe au pays (et le parti conservateur y est intéressé plus que tout autre) que M. Thiers n'épuise pas son influence à soutenir une Assemblée qui s'abandonnerait elle-même; cette influence pourra plus utilement s'employer lorsque le corps électoral aura besoin de conseillers qui l'assistent contre la propagande radicale.

Le conseil des ministres s'est réuni le 5 mai pour continuer la discussion de trois projets de loi et de l'exposé des motifs qui devra les accompagner.

Cet exposé affirmerait, assure-t-on, la nécessité de sortir du provisoire et présenterait les projets comme devant servir à la consolidation de la forme républicaine.

— Nous croyons devoir donner à titre de curiosité le texte du mandat impératif imposé aux citoyens Ranc et Guyot, candidats désignés dans le département du Rhône.

MANDAT IMPÉRATIF

du

Comité central des républicains du département du Rhône.

Séance rue Grégoire, 57.

Le comité central électoral des républicains du département du Rhône, constitué rue Grégoire, 57, en vertu des élections du 11 mai 1873, et agissant en vue des délégations qui lui ont été données par les groupes électoraux des villes et campagnes du département,

Présente, pour être accepté et signé, sans restriction, le mandat suivant aux candidats choisis pour remplir les fonctions de représentants du peuple :

« Article unique. — Le candidat s'engage à réclamer la dissolution immédiate de l'Assemblée Nationale, jusqu'à ce que satisfaction lui ait été donnée; il aura en outre le devoir de repousser énergiquement toutes mesures portant atteinte aux droits de la nation. »

Lyon, 3 mai 1873.

Pour le comité :

La commission exécutive.

Ave, Bonnot, Bouvard, Chaboud, Clapot, Curzillat, Darnet, Daudans, Dutel; Gramouset, Servet, Tortillet.

(Voir le supplément.)

plume ces mots de « critique à tendances » nous ne pouvons point nous abstenir de toucher ici quelques mots d'un singulier épisode qui vient de se produire dans le camp de cette même critique à propos de *Marina d'Ally Roy* de M. Markévitch. Un *reviewer* d'une feuille russe, que nous nous abstenons de nommer ici, s'est permis, à propos de cette nouvelle, une plaisanterie du plus mauvais goût. Il a cru pouvoir déclarer *urbi et orbi*, avec une superbe assurance, que M. Markévitch a commis un plagiat en prenant le sujet de sa nouvelle dans un vieux roman de Somov, publié au commencement de la troisième décennie de ce siècle dans un almanach paru à St-Petersbourg. M. Markévitch est parvenu à retrouver un exemplaire de cet almanach et à prouver à son critique que son assertion était inexacte en tous points. Que fait en présence de ce démenti le *reviewer* en question ? Il déclare avec une désinvolture incomparable qu'effectivement son accusation n'était basée sur rien et qu'il ne l'avait lancée que par plaisanterie, pour démontrer la médiocrité de *Marina d'Ally Roy*. Voilà un procédé de critique tout nouveau et dont l'honneur revient en entier à celui qui l'a inventé !

En lisant un pareil aveu on ne peut que se demander avec un douloureux étonnement où sont donc, d'après les idées de nos « critiques à tendances », les limites de ce qu'ils se croient permis.

L. V.

Puisque le hasard a fait tomber sous notre

Notre acharnement apparent tient à la ferme conviction que M. Pissensky est loin d'avoir dit son dernier mot dans la littérature russe. Le talent de cet écrivain a cela de particulier qu'il se révèle pour ainsi dire par soubresauts et

Accepté le présent mandat :

A. RANG, conseiller municipal de Paris.
D. GUYOT, de Saint-Georges-de-Reneins.

— Nous avons annoncé, dit le *Figaro*, qu'un Anglais, M. John Wilson, avait acheté, à la vente des collections du marquis de La Rochefoucauld, un magnifique tableau du peintre anglais Constable, la *Baie de Weymouth*, à l'ap-proche de l'orage.

M. John Wilson avait payé 56,000 fr. cette toile, possédée par l'administration de nos musées jusqu'à 50,000 fr.

Aussitôt M. Wilson a fait connaître à la direction des beaux-arts qu'il faisait don au musée du Louvre de la *Baie de Weymouth*, ainsi que d'un autre tableau de Constable dont il est possesseur.

Nous ne saurions exprimer trop haut, notre gratitude pour cet acte de générosité, conclut le *Figaro*. En France, où tant de gens songent à brûler nos chefs-d'œuvre, soyons fiers qu'un étranger nous trouve encore dignes d'accepter ceux de son pays.

— On écrit de Marseille au *Journal de Genève* en date du 2 mai :

« Vous savez peut-être que M. Laurier prend un malin plaisir à se moquer des démocrates qui ont lancé contre lui l'excommunication majeure.

« L'autre soir, au cercle des Phocéens, en présence de nos plus gros négociants et de nos plus riches financiers, le député du Var s'en est donné à cœur joie. On lui demandait de Constans, on lui demandait ce qu'il pensait des démocrates d'Algérie.

« Oh là-bas, dit-il, ils sont tous radicaux de la plus belle venue. Ils n'admettent pas de moyen terme ; ils sont féroces... excepté pourtant envers les princes.

« Comment cela ? lui dit-on.

« C'est bien simple, répondit M. Laurier. Règle générale, le radical n'est terrible qu'envers les gens doux et timides. Quand on lui résiste ouvertement, quand on le brave, il devient soumis et respectueux. En voulez-vous une preuve ? Lorsque le duc de Chartres arriva naguère à Constantine, on vint le prévenir que les rouges de l'endroit au nombre de deux ou trois cents étaient groupés devant l'hôtel où il était descendu et qu'ils se disposaient à le huer à sa sortie. Au lieu de se laisser intimider, le duc de Chartres ordonna qu'on selle son cheval et qu'on selle aussi celui de la duchesse. Il descendit devant la porte de l'hôtel, mit le pied à l'étrier suivi de la duchesse. Ils passèrent tous deux devant les frères et amis qui, déconcertés par le sans-façon du couple princier, ne souffrirent mot.

« La duchesse de Chartres laissa même, à dessein peut-être, tomber sa cravache. Eh bien, le croiriez-vous ? dit M. Laurier, un des plus féroces radicaux se baissa, ramassa la cravache et la tendit très-respectueusement à la duchesse, la casquette à la main.

« Si le duc avait tardé de sortir, s'il n'avait pas montré cette assurance, qui lui est du reste familière, il était hui par les deux ou trois cents rouges de Constantine.

« Racontée avec force gestes et une mimique des plus expressives, cette anecdote a déridé tous les membres du cercle des Phocéens.

« Il y a encore un homme, dit M. Laurier, qui inspire aux radicaux la plus sainte terreur, c'est M. de Galiffet. Celui-là ne se gêne pas pour dire leurs quatre vérités aux démocrates ; ils le tiennent en haute estime parce qu'ils savent que ce brave officier ne les manquera pas, le cas échéant. Il a déjà prouvé ce qu'il savait faire.

« M. Laurier a passé ainsi en revue les hommes de notre démocratie marseillaise. Il a comparé M. Labadie au maître de cérémonie que l'on voit dans les enterrements de première classe, poli, froid, funèbre, glacé.

« Je comprends, a-t-il dit, que le préfet frissonne quand il a un tel personnage à ses trousses. Le portrait, il faut l'avouer, est assez ressemblant et tous ceux qui connaissent le président de notre conseil général, avec sa face glabre, son attitude rigide, ses gestes compassés, ne sauraient contredire M. Laurier.

« Inutile de vous rappeler que les frères et amis qui ont eu vent des méchancetés du député du Var à leur endroit sont furieux contre lui. S'il sollicitait jamais leurs suffrages, il est sûr de subir un échec monumental. Mais il est trop tard pour cela.

« Ces gens-là sont étonnants, disait-il encore en parlant des radicaux, ils vont jeter un chat dans les bras et ils vous disent de jouer de la guitare !

— Le préfet des Bouches-du-Rhône vient de rendre un arrêté qui aggrave encore la situation du journal *l'Égalité*. Le général Espivent avait interdit la vente de ce journal dans tout le territoire de la commune de Marseille ; le préfet en défend la vente dans le département, considérant qu'il n'est pas possible de tolérer sur la voie publique d'aussi dangereuses excitations et des appels aussi violents aux plus mauvaises passions.

M. Frédéric Passy, le malheureux candidat des dernières élections, a donné hier soir, dans l'amphithéâtre de la faculté des sciences, une conférence sur la véritable égalité.

Un auditoire nombreux entourait l'éminent économiste et son discours a maintes fois été interrompu par de chaleureuses marques d'approbation. Malgré les instances de plusieurs de ses amis, M. Passy a quitté Marseille hier, sans vouloir donner une seconde conférence.

— Gille, soldat au 79^e régiment d'infanterie, comparait dernièrement devant le 18^e conseil de guerre, pour refus d'obéissance. D'après la prévention, l'inculpé est un sujet déplorable, les mauvais traitements dont il aurait accablé son père et sa mère ont nécessité son retour au régiment par ordre de l'autorité militaire, alors qu'il était en congé de convalescence dans sa famille.

Au cours du réquisitoire, Gille, prenant tout à coup une attitude insolente, a interpellé en ces termes l'honorable organe du ministère public : « Tout ce que vous venez de dire est faux ! on ne ment pas comme ça ! »

M. le commissaire du gouvernement ayant requis l'application des articles 119 et 224 du code de justice militaire, le conseil a condamné à l'annuité Gille à la peine de dix années de travaux publics pour outrages envers l'un des membres du conseil, et à deux ans d'emprisonnement pour refus d'obéissance. Il a en outre ordonné, conformément à la loi, que ces deux peines ne se confondraient pas.

— La circonscription cantonale de Reliance en Algérie vient d'être le théâtre d'un événement dramatique, véritable combat où l'on a tué et compté 8 morts et 11 blessés.

La présence d'un malfaiteur des plus dangereux, Ben Halima, et de trois hommes de sa bande, avait été signalée sur le territoire de la tribu des Ouled Bou Ali, à 12 kilomètres de Reliance.

Dans la nuit du 26 avril, le caïd de cette tribu, El Hadj Kadour, avait été informé que ces bandits s'étaient cachés dans un gourgbi abandonné, peu éloigné de son habitation, que tous étaient armés de fusils à deux coups et que, en cas de surprise, ils étaient disposés à se défendre à outrance.

Le caïd organisa, en conséquence, une troupe de 200 hommes environ et fit fermer leur lieu de refuge afin d'empêcher leur fuite. Mais

ils opposèrent une résistance des plus vigoureuses en faisant feu sur tous ceux qui voulaient les approcher.

Le 27, vers onze heures du matin, l'administrateur cantonal fut prévenu par le caïd que ces bandes continuaient leur résistance ; ce fonctionnaire se transporta aussitôt sur les lieux, accompagné du maréchal des logis Montoz et du gendarme Marchand.

De nouvelles sommations furent adressées aux bandits, qui ne voulurent rien écouter. Le feu recommença de nouveau de part et d'autre ; au bout d'une demi-heure, l'administrateur voyant décliner la troupe du caïd, ordonna d'incendier le gourgbi pour obliger les bandits à en sortir.

A ce moment deux d'entre eux prirent la fuite ; mais on les poursuivit et à cent mètres tous deux tombèrent, l'un raide mort, l'autre blessé mortellement. De ceux qui étaient restés dans le gourgbi, l'un était mort et l'autre grièvement blessé.

Force était enfin restée à la loi, mais non sans de graves pertes ; le caïd avait eu quatre de ses hommes tués et onze blessés.

Les morts et les blessés ont été transportés à l'hôpital de Reliance. A cinq heures l'administrateur revenait à sa résidence après s'être assuré que tout était rentré dans l'ordre.

Les caïds de Nabench, de Mascara et des douars Flittas étaient venus, au bruit du combat, prêter main-forte à leur collègue des Ouled-bou-Ali.

La conduite du caïd El-Hadj-Kadour mérite les plus grands éloges ; ce chef a en effet montré une vigueur peu commune dans la poursuite de ces malfaiteurs ; il avait, bien avant l'arrivée des agents de l'autorité, pris d'énergiques mesures, et les morts et les blessés qui jonchaient le sol témoignaient de sa bravoure.

Les deux bandits blessés dans la lutte sont morts avant leur arrivée à l'hôpital de Reliance. (Moniteur de l'Algérie.)

— Le 2 mai, à six heures du matin, a eu lieu, sur le plateau situé derrière la prison civile, l'exécution de trois des assassins de Palestro, les nommés : Sliman-ben-Hamed, âgé de 50 ans ; Boujdjen-ben-Hamed, âgé de 45 ans ; El-Hadj-Hamed-ben-Dahman, âgé de 68 ans, ce dernier ancien caïd des Amals, condamné à la peine de mort, par arrêt de la cour d'Alger, en date du 20 janvier dernier.

Des cinq heures du matin, une foule considérable, que l'on peut évaluer à près de 6,000 personnes, se pressait sur le lieu de l'exécution. Dans cette foule, il y avait peu d'indigènes, mais en revanche beaucoup de femmes européennes.

Les trois condamnés ont été extraits de la prison à six heures moins cinq minutes, pour être livrés à l'exécuteur des hautes-œuvres.

Pendant que l'exécuteur et ses aides attachaient les trois condamnés, ces derniers protestaient de leur innocence en invoquant Dieu et son prophète Mahomet.

En sortant de prison, l'ex-caïd des Amals, El Hadj Hamed ben Dahman, a aperçu un de ses fils, auquel il a recommandé de réclamer un burnous au directeur de la prison, et une somme de 250 fr. qui lui était due par un de ses coreligionnaires.

Durant le trajet de la prison à l'échafaud, il s'adressait aux Arabes, en protestant qu'il mourait innocent, et que le même sort attendait tous ceux qui accorderaient leur confiance aux Européens et verseraient leur sang pour les Français.

Un Arabe, qui se trouvait au milieu de la foule, lui répondit que « Dieu l'avait voulu ainsi et qu'il fallait se soumettre ».

Au moment de mourir, Hamed ben Dahman a demandé que son corps fût transporté et inhumé au village des Amals, lieu de sa naissance.

Pendant qu'on les conduisait au lieu de l'exécution, les trois condamnés psalmodiaient des versets du Coran. Arrivés sur la place de la prison, ils ont eu un moment d'émoi en regardant l'instrument du supplice.

El Hadj Hamed ben Dahman a été exécuté le dernier. Les aides du bourreau, voulant lui éviter le spectacle de l'exécution, lui faisaient tourner le dos au sinistre instrument ; mais lui, avec une rare énergie, se retournait et fixait le fatal coupeur.

A six heures cinq minutes, la justice des hommes était satisfaite, et les trois cadavres ont été transportés immédiatement au cimetière musulman, situé derrière la prison civile.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.) Paris, 6 mai.

Le ciel inclément du 27 avril verse des torrents de pluie sur les Parisiens, qui, secouant les oreilles et haussant leurs parapluies, font queue à la porte des sections. M. Joseph Prudhomme tente vainement de retenir son époux, qui se prépare, un bulletin de Barolet à la main, à remplir ses devoirs civiques :

— Non, ma bonne, j'ai toujours donné des leçons au pouvoir, et j'en donnerai jusqu'à mon dernier soupir ; on ne se refait pas !

C'est Cham, le caricaturiste, qui nous raconte cette scène d'intérieur. Le bourgeois de Paris, ainsi raillé, rit de bon cœur de cette sortie. Il reconnaît tout de suite son voisin. Lui-même ? Oh ! Dieu ! non ! Qu'a-t-il de commun avec Joseph Prudhomme ?

Du reste, le pouvoir n'est pas en ce moment la seule autorité qui reçoive des leçons. La littérature française est actuellement en train de châtier la noble dame Académie, de son exclusivisme et de son esprit de parti. La chose devrait arriver tôt ou tard ; elle est venue tôt. Bah ! direz-vous, il y a longtemps que les écrivains criblent d'épigrammes l'Académie française ; mais nous savons ce qu'en vaut l'aine, et à la première vacance, les plus vandeurs iront faire leur soumission !

Voilà ce qui vous trompe. Les frondeurs se sont abstenus, et ceux qui ne frondaient pas se sont abstenus de même. C'est à grand-peine qu'on a trouvé un candidat, un seul, M. de Viel-Castel, pour remplacer M. de Ségur. Quoiqu'il est convenu que les quarante sont immortels par droit de succession ? — Hélas, les académiciens ont été obligés de s'entendre à l'amiable pour que M. de Viel-Castel ne fût pas élu à l'unanimité.

Un d'eux s'est dévoué dans cette circonstance, et il a mis dans l'urne un bulletin blanc, symbole inoffensif des concurrents absents !

C'est pas que M. de Viel-Castel soit dépourvu de mérite : il a écrit une *Histoire de la Restauration* que des juges compétents ont approuvée. Mais Dumas, Taine, Leconte de Lisle et beaucoup d'autres, sans parler de George Sand, méritaient bien, ce nous semble, de passer avant lui !

D'où vient le dédain apparent des littérateurs contemporains, pour l'honneur tant bridé jadis du fauteuil académique ? On pourrait indiquer bien des raisons, — mieux vaut n'en donner aucune. Mais sans vouloir présager rien de funeste au docte corps, on peut dire que beaucoup de ses membres sont très-âgés, que d'ici quelques années il se sera produit un

certain nombre de vacances, et alors, gare aux jeunes ! On sera bien forcé d'admettre une fournée de novateurs, qui passeront en faisant trouée, comme un obus, dans les antiques préjugés de la vieille académie.

Et ne voyez-vous pas déjà qu'on a accordé un fauteuil à Littré, le plus vieux de tous les jeunes ?

Quand cette gauche avancée aura emporté les fauteuils d'assaut, tout le monde ne sera pas content pour cela. Le radicalisme littéraire voudra avoir son tour. On proposera les réalistes, Champfleury, le père du genre, Gustave Flaubert, plus littéraire et plus savant. Enfin, nous verrons peut-être le *Corsaire* ou le *Rapet* mettre en avant Emile Zola, le jeune des jeunes, le hardi représentant du réalisme. — En un mot, l'auteur du *Ventre de Paris*.

Ce roman, publié d'abord dans un journal, puis édité en volume ces jours derniers, n'a pas été tracé avec une plume de colibri sur les genoux des grâces, mais bien plutôt avec un croc de chiffonnier sur le pavé des Halles. Car le *Ventre de Paris*, ce sont les Halles, les Halles tout entières, sans en excepter les plus obscurs recoins où l'auteur nous fait passer et repasser sans pitié pour nos nerfs olfactifs.

Sans doute, certaines pages de ce livre ont de l'originalité, ce qui explique le succès de l'ouvrage auprès d'une assez nombreuse catégorie de lecteurs. Mais que de descriptions nauséabondes et sangrantes ! Nous comprenons fort bien la verte sorte de Sarcy, à qui ses amis avaient forcé la main, et qui a juré qu'on ne l'y prendrait plus.

Cet article de Sarcy est bien amusant dans son indignation. Il est intitulé : *La symphonie des fromages*. Nous ne saurions mieux faire, pour donner une idée du style de Zola, que d'en extraire une citation.

« ... Le cambement, de son fumet de venaison, avait vaincu les odeurs plus sordides du marolles et du limbourg. Cependant, au milieu de cette phrase vigoureuse, le parmesan jetait par moments un filet mince de *flûte champêtre*, tandis que le brie y mettait des coups fâchés de *lambourins* humides. Il y eut une reprise suffoquée du livarot. Et cette symphonie se tint un moment sur une note aiguë du géromé, prolongée en point d'orgue. »

Soyons justes, pourtant, à côté de ces pages parfumées, il y en a d'autres moins avancées et plus agréables. Telle est, par exemple, une jolie description de la Halle au soleil levant, à l'heure où les nombreux bataillons de salades et de légumes étalent sur le trottoir toute une gamme chromatique de verts et de rouges. Et même, sans sortir du monde des fromages, on pourrait citer une superbe énumération de leurs diverses espèces : le cheddar couleur d'or, le gruyère pareil à une robe tombée de quel-ques chas barbare, les bries, qui avaient des mélancolies de lune éteinte... En un mot, quelque chose comme un dictionnaire homérique transporté en plein dans la vie moderne.

Ce qu'il y a de curieux à noter, c'est que ces fantaisies sont parfaitement sérieuses. Messieurs les réalistes ont une sorte de gravité sacerdotale qui ne se déride jamais. Dès les premières lignes de leurs ouvrages, on sent qu'on a affaire au profond moraliste, au philosophe sérieux mais serein, qui contemple avec le même regard désormais impassible une créature vivante troublée par la passion ou un amas de détritus jetés pêle-mêle au coin d'une borne.

En doutez-vous ? Lisez plutôt la dernière chronique théâtrale d'Emile Zola, — car il faut aussi de la critique, et même d'assez bonne critique, — lisez le passage où il flagelle Arsène Houssaye, en disant du ton le plus convaincu :

« Ce qui est faux en littérature est mauvais. Quand on peint en observateur la pourriture de la société, on fait œuvre de moraliste. »

L'ouvrage d'Arsène Houssaye dont il s'agit ici est un drame intitulé : *Mademoiselle Trente-trois-vertus*. Houssaye dramaturge, débutant sur le théâtre à l'âge où les autres se retirent ? Quel est ce mystère ?

Ce mystère est bien simple. Depuis quelque temps on entendait résonner sous les voûtes de l'Ambigu et du Châtelet : le mélodrame est mort ! le mélodrame est mort ! — On a été forcé de s'adresser au « peintre des élégances » pour galvaniser un public indolent, qui ne veut plus se laisser toucher par « la croix de sa mère », et qui ne prend pas au sérieux, le sabre de son père. Ce public, jadis soumis sans conteste aux sombres élucubrations de Dennery et de Bouchardy, ce public qui hurlait d'indignation à la vue du traître, et qui avertissait le jeune premier des pièges tendus par le tyran, cet ingrat public ne veut plus croire aux trappes, aux souterrains, aux enlèvements, plus même, — ô dernier degré de scepticisme, — aux enfants changés en nourrice ! Alors on s'est dit qu'un écrivain semi-littéraire, qui avait décrit ou qui était censé avoir décrit la symphonie des corruptions parisiennes, pourrait peut-être servir à ce public difficile un plat de son goût.

On a essayé de changer de piment, et M. Arsène Houssaye, aidé sans doute par un homme du métier, a dépeint dans une de ses œuvres applaudies, qui remonte à cinq ou six ans, une histoire qui se trouve être, en style de chroniqueur, une actualité palpitante. L'histoire est celle d'un jeune homme trompé, humilié, bafoué par une Cora Pearl quelconque ; il se tire un coup de pistolet dans le propre sillon de la dame, et plus heureux que le véritable héros de l'actualité, il se tue pour tout de bon. — Ce qui lui épargne à jamais les désagréments d'un conseil judiciaire.

On dit qu'Arsène Houssaye a autant de bon sens que d'éprit, et tout le monde sait qu'il a beaucoup d'esprit. Cela est heureux, car il aurait fait une superbe occasion de se plaindre de l'injustice du public qui a paru choqué du caractère de l'heroïne. *M^{lle} de Trente-trois-vertus*. Quoi ! dirait-il, j'invente une histoire qui s'est réalisée peu pour mot six ans après, et on m'accuse de ne pas étudier la nature, et le public me condamne, et M. Emile Zola me traite d'immoraliste !

Mais Arsène Houssaye, qui aime la peinture, n'ignore pas que beaucoup de portraits, fort ressemblants, n'en sont pas moins des croûtes pour cela, au contraire.

Une question tout aussi délicate, c'est celle de savoir si la littérature en général et le théâtre en particulier corrigent les hommes. Sans doute, rien n'est absolu, et l'on pourrait citer des cas particuliers en faveur de l'affirmative. Mais nous nous sommes pris à douter en voyant, ces jours derniers, un bel exemple de

routine, qui a fait perdre des millions sans profit pour personne. Depuis trois ou quatre mois les journaux prononcent et s'efforcent de répandre une invention bien simple, celle des *magas artificiels*, destinés à protéger les arbres fruitiers et surtout les vignes contre les gélées du printemps, si funestes aux récoltes. Peine perdue ! Deux ou trois cultivateurs seulement ont essayé du préservatif, qui a complètement répondu à leur attente ; les autres n'ont en cure des avertissements de la presse, et par toute la France, les gélées ont forté-ment endommagé la récolte des primeurs, des fruits et de la vigne. Le Parisien, assis près du feu, les pieds sur les chenets, — car à cette heure, chose invraisemblable, tout Paris gèle, — le Parisien lit son journal et se dit : les petits pois seront chers, cette année, et nous n'aurons pas de fraises. Là-dessus, il pousse un soupir, et va se coucher. Mais le métayer, puni de son incurie, se frappe-t-il la poitrine ? Non pas, — il montre le poing au gouvernement, et ne songe pas le moins du monde à rassembler des boutrelles pour faire des nuages artificiels avec de la fumée, en cas de nouvelle gélée.

Malgré le froid, les magasins, espérant les beaux jours, ont exposé leurs plus fraîches toilettes, leurs étoffes les plus légères. Les belles élégantes, qui ont bien quitté le manchon, mais qui n'en sont pas encore à l'ombrelle, admirent les étalages, frissonnent à l'idée de la mousseline, et passent...

Mais ceci ne fait point l'affaire des marchands. Aussi, qu'on-ils inventé ? La belle élégante peut avoir des enfants : on distribue donc à toutes les acheteuses des ballons rouges ou blancs qui portent en grosses lettres le nom du magasin. De cette façon, tout bébé qui se promène est une réclame vivante. En outre, cette invention ingénieuse garantit au marchand l'intervention de l'enfant près de sa mère, aussitôt le ballon dégonflé ou crevé, pour retourner au magasin et en avoir un autre. Or, règle générale, les mameaux ne demandent qu'un prétexte, plausible ou non, pour aller acheter une robe.

Mais toutes les clientes ne sont pas des mameaux, — comment faire alors ? Il en est qui sont inattaquables. Mais celles qui ont un petit chien ne se contentent pas de l'impôt qu'elles paient. Dès leur entrée dans un magasin, les employés, qui ont du sucre plein les poches, s'exclament : « Oh ! le joli petit chien ! La charmante créature ! C'est un pur-sang !... » On fait monter l'affreux roquet sur le comptoir, on le choisit, on le caresse, on lui offre du sucre. — Que ces gens sont aimables ! se dit la dame en sortant de là. Oui, mais la semaine suivante, le bichon, qui a la mémoire de l'estomac, — la vraie reconnaissance a dit quelque part un affreux sceptique, — le bichon, repassant devant le magasin, se rappelle l'accueil qu'il a reçu, et la dame se trouve entraînée au milieu des merveilles de l'industrie, sans savoir comment cela s'est fait.

Il ne reste plus qu'un progrès à faire, et on en viendra là, n'en doutez pas. On prendra des informations dans le quartier, et pour séduire les dames qui élèvent des chats, les magasins, avec le prospectus, enverront porter des souris à domicile. Ce jour-là, en fait de réclame, la France n'aura plus rien à envier à l'Amérique.

Pendant que la littérature et la musique sommeillent, la peinture est à l'ordre du jour. Tout le monde pensait que la vente Laurent Richard, qui avait produit un million quatre cent mille francs, serait la reine des ventes de l'année ; mais il n'en est rien, et M. Richard sera dépassé. Un amateur richissime, le marquis de la Roche, a mis en vente une galerie de deux cent cinquante toiles, dont les trois quarts sont de premier ordre. Cette collection éclectique sera une révélation pour bien des gens, y compris ceux qui sont le mieux au courant de l'histoire de l'art.

Par exemple, connaissez-vous *Versprouwen* ? Non, sans doute. C'est cependant un portraitiste de premier ordre. *Viergeur* vous est sans doute connu de nom ; mais combien peu de gens ont vu de ses marines, qui sont des merveilles de composition ! Et *Blankhof* ? Voilà encore un peintre de marines que l'on avait à peine entendu nommer hors de la Hollande. Mais le plus curieux de tous ces peintres contemporains de Louis XIV, c'est Henri van Beyeren.

Van Beyeren n'a rien d'heroïque dans le choix de ses sujets. Son horizon se borne à un étal de poissonnerie ; une table, un couteau, des corbeilles, des crabes, des raies, des turbot, des soles, des saumons, voilà les personnages qui groupent artistiquement au gré de son imagination. — Voilà de l'imagination bien placée ! — soit, mais, dans son genre, il est sans rival. Le Musée de l'Ermitage, à St-Petersbourg, possède une merveilleuse collection de Synders, un des premiers dans la peinture d'animaux et de nature morte ; mais les plus remarquables compositions de ce peintre paillard peignent devant une des deux toiles de Van Beyeren. Nous n'avons pas l'habitude de nous en rapporter aux catalogues de ventes, qui ont toujours un peu intérêt à prôner leur marchandisme ; mais pour cette fois, nous citerons, sans y rien changer, le jugement des experts car l'œuvre dont il s'agit mérite ces éloges en apparence hyperboliques :

« Ce tableau est un chef-d'œuvre d'arrangement et d'exécution. Tous ces poissons sont la même chose. Ils sont imprégnés de l'eau de la mer. Il n'est pas possible d'être plus vrai sans tomber dans les vulgarités du trompe-l'œil. D'une souplesse et d'une variété de ton incomparables, d'un faire large, simple et toujours magistral, d'une pâte superbe, cette toile est la révélation d'un des plus grands maîtres qui aient existé d'oubli, reprennent dans l'estime des amateurs la place qui leur appartient. Van Beyeren est sans rival dans le genre, auquel il a consacré son prodigieux talent ; chacune de ses œuvres est une merveilleuse leçon de peinture. »

Voilà pourtant ce que c'est que la gloire ! on fait des chefs-d'œuvre, on meurt inconnu, et deux cents ans plus tard on trouve des admirateurs ! Qui sait, peut-être Van Beyeren, à son lit de mort, pauvre et méconnu, a-t-il eu une heure de joie en pensant que son nom serait un jour célèbre...

L'exposition annuelle de peinture est ouverte depuis hier. Nous sommes allés bien vite y jeter un premier coup d'œil, qui a duré quatre ou cinq heures. Le niveau moyen est un peu plus élevé que l'année dernière ; la grande peinture est représentée par des toiles assez rares, dont l'une, *Les mystères de Bacchus*, par Jobbé-Val, domine toutes les autres par la maîtrise de la composition et du dessin. Notre

admiration pour les Van Beyeren ne nous empêche pas de mettre les Jobbé-Val bien plus haut que le Parnasse. Les portraits sont nombreux, et le succès du Salon, dans ce genre, sera pour Carlos Duran, qui a représenté, à cheval au bord de la mer, M^{lle} Croizette, de la Comédie-Française.

Il y a une majorité compacte de tableaux de genre, parmi lesquels la foule intelligente remarque, entre autres belles choses, *Le jour des fermages*, une toile importante de Berné-Bellecour, l'auteur du *Coup de canon*.

Enfin il faudrait un Homère pour dénombrer les paysages. Certains journaux, selon la coutume annuelle, se sont répandus en imprécation sur la prétendue sévérité que le jury avait déployée contre les paysagistes. Cela veut dire simplement qu'il n'y avait pas de places pour tout le monde. A première vue, nous donnerions la palme du paysage à une toile de Daubigny intitulée : *Soleil couchant, plage de Villerville-sur-Mer*.

En voilà assez là-dessus. Cette chronique légère n'est pas un salon de peinture et doit se borner à quelques indications.

Une bonne nouvelle pour finir : Gustave Doré est revenu d'un voyage en Ecosse ; il commence à être hanté par Shakespeare, et, dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, il lancera une livraison, *Macbeth* ou *Hamlet*.

De son côté, George Sand, enfermée dans sa solitude de Nohant, met la dernière main à une comédie pour l'Odéon.

E. A. DURAND.

Grande-Bretagne.

On lit dans *l'Economist* de Londres du 3 mai :

« Les dernières élections en France sont peu rassurantes. M. de Rémusat a vu sa candidature rejetée par Paris, et son antagoniste, l'ex-maire de Lyon, qui s'est identifié plus ou moins avec les rouges de cette ville, a été élu par une majorité d'environ 45,000 voix. A Marseille, à Bordeaux, les choses se sont passées à peu près de même.

« Dans tous les départements qui comptent de grands centres de population, les ultra-radicaux ont triomphé. Ainsi, à Paris, où se présentait un membre distingué du gouvernement, un candidat qui s'était avancé vers le parti radical afin d'être agréable aux électeurs, qui enfin avait pour lui le prestige d'un traité devant accélérer la libération du territoire, la défaite de M. de Rémusat a une portée considérable ; c'est un coup dangereux dirigé contre les conservateurs et les timides.

« Les journaux conservateurs et le parti qu'ils représentent essaient de faire comprendre à M. Thiers qu'il ne peut compter sur la confiance et sur l'appui des républicains qu'en allant avec eux jusqu'aux plus dangereuses extrémités. Ils l'engagent à se joindre aux réactionnaires prêts à le reconnaître comme chef du gouvernement de combat, leur objectif, et, ensemble, administration et conservateurs, précipiteront la défaite complète des radicaux.

« Les organes des républicains modérés tiennent les conséquences les plus lugubres des dernières élections. Ils rappellent les événements de 1850, qui, selon eux, peuvent se reproduire lors de la prochaine reprise de la session législative. En 1850, où Eugène Sue se présentait devant les électeurs de Paris comme candidat radical, les circonstances étaient à peu près ce qu'elles sont aujourd'hui. M. Sue, comme M. Barolet, fut élu à une grande majorité. Alors, de même qu'en 1873, le parti radical refusa de voir dans l'événement le présage de mesures extrêmes ; ce n'était, disait-il, qu'un avertissement donné au gouvernement afin que celui-ci changeât sa ligne politique.

« Qu'arrivera-t-il cependant ? L'Assemblée législative se lève dans la réaction avec plus d'ardeur que jamais, et un mois plus tard elle votait la loi du 31 mai, loi qui mutilait le suffrage universel en faveur duquel il y a quelques jours se déchaîna M. de Rémusat. Ce fut le début des événements politiques qui suivirent et amenèrent le coup d'Etat, puis l'empire.

« Il est à remarquer que, dans le débat engagé sur le projet de loi qui ouvrirait la voie à la réaction, M. Thiers se distinguait parmi les orateurs qui l'appuyèrent. A la séance du 24 mai, parlant des deux dernières élections de Paris, celle de M. de Flotte et celle de M. Eugène Sue, il présenta la première comme l'apologie de l'insurrection, l'autre comme l'acceptation du socialisme. Ouvrez l'histoire, disait l'orateur, et vous verrez que la ville multituée à toujours, et à toutes les époques, été l'ennemie et le bourreau de la liberté.

« Aujourd'hui M. Thiers agit avec plus de prudence, et s'il consent aux restrictions que provoque, pour le suffrage universel, l'Assemblée de Versailles, il protestera contre toute expression violente pouvant augmenter l'irritation du parti radical. Mais M. Thiers n'est point tout-puissant contre le parti réactionnaire de la Chambre, et nous craignons de trouver quelques membres de la droite s'exprimant à l'endroit de l'élection Barolet comme s'exprima en 1850 M. Thiers après l'élection de M. Eugène Sue.

« Comme le président l'a fait remarquer à quelques députés de la gauche, le vote de Paris va faire naître des inquiétudes et agiter les deux partis en présence. Ainsi, même avec l'appui des nouveaux élus, le parti républicain ne pourra-t-il s'assurer la majorité. Il est à craindre qu'à son retour à Versailles l'Assemblée, irritée plus que jamais par les dernières élections, saisisse l'occasion de la loi sur le suffrage universel pour se montrer aussi réactionnaire que l'Assemblée législative de 1850, sans s'arrêter devant le danger que courraient la tranquillité et l'avenir de la France.

« Nous ne voulons point nous poser en alarmistes. Nous sommes persuadés que si M. Thiers vit encore de longs jours, il n'agira pas comme il y a vingt ans, et qu'il n'imitera rien la conduite du prince-président. M. Thiers ne peut penser à fonder un empire, et il n'essaiera point un coup d'Etat pour arriver à cette œuvre impossible.

Cette commission cependant s'était réunie et les ministres s'étaient rendus près d'elle, à l'exception de M. Figueroa, enfermé chez lui depuis la mort de son ministre de la guerre, M. Serrano, obligé de rester au ministère de la guerre. Une discussion des plus vives s'engagea, discussion à laquelle prirent surtout part un certain MM. Rivas et de Sardoal, de l'autre côté MM. Salmeron et Castelar, et qui aurait sans doute continué longtemps si le ministre de la guerre n'était pas venu annoncer que l'attitude des bataillons cantonnés dans le cirque était devenue tout à fait insurrectionnelle, que des généraux de l'armée s'étaient joints à ces bataillons, et que M. Serrano, désigné par la rumeur comme le chef militaire de la conspiration, était en grand uniforme dans sa maison, d'où il communiquait, par le moyen de ses aides de camp, des ordres fréquents aux militaires révoltés. Au reçu de ces nouvelles, les ministres déclarèrent que la discussion devait cesser et se retirèrent, bien que la commission se déclarât fièrement en session permanente.

Dans le conseil qui eut lieu aussitôt après au ministère de la guerre, la dissolution de la commission de permanence fut votée à l'unanimité, et les généraux Carmona et Contreras furent investis du commandement des forces fidèles au pouvoir exécutif. Sur ces entrefaites, M. Contreras voulut faire une tentative auprès des militaires réunis dans le Cirque des taureaux. Il fut, comme vous savez, reçu par une décharge qui tua ou blessa deux ou trois personnes sans l'atteindre lui-même. Alors l'attaque commença. Toute la garnison paraissait disposée à y prendre part. Mais il ne fut pas nécessaire de livrer bataille. Avant même l'ouverture du feu, les militaires capitulèrent et se laissèrent désarmer. Ainsi se termina une échauffourée qui aurait pu se changer en un désastre, si ses auteurs ne s'étaient pas montrés aussi faibles et irresolus qu'ils avaient été présomptueux et légers.

Cependant une foule de gens armés et nobles à aucun ordre avaient entouré le Congrès, dans lequel se trouvaient toujours réunis la commission de permanence et un assez grand nombre de députés. Pour éviter l'invaison de ce palais, les ministres y envoyèrent quelques compagnies de volontaires républicains. Mais soit que ces compagnies exécutassent mal leur consigne, soit qu'elles fussent impuissantes à contenir la foule, le Congrès se trouva bientôt plein de monde. Des cris de mort furent poussés, et il était à craindre que des menaces ne tarderont pas à en venir aux voix de fait.

Alors M. Castelar, dont la conduite vraiment héroïque a excité dans cette triste journée l'admiration de tous les partis, quitta le ministère de l'intérieur, malgré les efforts de ses amis, qui le suppliaient de renoncer à une entreprise téméraire. Il se dirigea à pied vers le palais des Cortes, par la rue Santa-Gertrudis, qui était encombrée d'une foule armée circulant en désordre. Il a toutes les peines du monde à pénétrer dans le palais. Enfin il entre, et, sans perdre de temps, il entreprend de sauver les membres les plus compromis de la commission permanente. Au moment où il tente de s'échapper avec trois de ces messieurs par la porte qui donne sur la rue de la Florida Blanca, une vingtaine de furieux le conçoivent en joue. « Vous allez avoir l'honneur de tuer le républicain Castelar ! » s'écrie le ministre, et les fusils s'abaissent. Mais quelques forcenés s'écrient : « Non, non, ce n'est pas Castelar ! » d'autres hurlent qu'il faut tirer quand même, parce que Castelar est un traître ; enfin la voix puissante de l'orateur parvient à se faire entendre. Le ministre harangue la foule ; après lui c'est le général de Madrid, M. Estebanez, qui prend la parole. La foule de la foule se calme un peu et M. Castelar parvient à s'échapper avec ses protégés, qu'il conduit au Casino de la rue Santa-Gertrudis. Son intention était, à ce qu'il paraît, de retourner au Congrès pour en sauver d'autres, mais ses amis réussirent à l'empêcher de faire cette seconde expédition. Du reste, M. Estebanez et quelques autres républicains connus avaient sauvé la plupart des personnes compromises. Quelques rares arrestations furent faites par la foule, mais par une sorte de miracle aucun meurtre ne fut commis dans cet horrible désordre.

Ainsi, la victoire était restée au pouvoir exécutif sans effusion de sang ; mais quelle victoire ! Il n'avait pas pu empêcher l'invaison du palais de l'Assemblée Nationale, et pendant les deux ou trois jours qui suivirent la bataille, il lui fut impossible de contenir les véritables vainqueurs, les *insubornables*, qui sans mandats quelconques envahirent un grand nombre de maisons pour y chercher les personnes suspectes et des armes cachées. Grâce à l'énergie du gouverneur, cet état de choses n'a heureusement pas duré longtemps ; mais il est visible que l'ordre est bien sérieusement compromis. Il est visible que dans un peu de jours le gouvernement, débarrassé de ses ennemis de la droite, risque de se trouver en lutte avec ses amis de l'extrême gauche, qui déjà formulent d'une façon menaçante leurs prétentions exagérées, qui parlent de manifestations armées, et qui parlent de forcer les ministres à faire acte de dictature en proclamant la république fédérale avant la réunion des Cortes constituantes.

Telles sont les premières conséquences de cette malheureuse journée. La responsabilité de ces graves événements ne pèse pas sur le ministre ; mais quelle situation lui est faite ! La question pour lui est de savoir d'abord si tous ses membres sont d'accord pour résister par la force aux fractions turbulentes du parti révolutionnaire, ensuite s'il peut compter sur l'armée pour faire respecter l'ordre semi-légal qu'il représente seul aujourd'hui.

La seconde conséquence de la victoire du ministre est que probablement tous les partis vaincus s'abstiendront dans la lutte électorale, et c'est là, je le sais, ce que le gouvernement redoute le plus. Il avait rêvé des élections libres, et une Assemblée dans laquelle tous les partis seraient représentés, mais il craint aujourd'hui de voir venir une Convention tyrannique, dépourvue de la vraie force, qui est l'autorité morale.

En présence de ces deux éventualités, celle d'une lutte armée contre la partie la plus nombreuse du parti républicain, et celle d'une Constituante formée par un seul parti en guerre avec tous les autres, vous n'aurez pas de peine à comprendre qu'une tristesse amère se soit emparée de plusieurs ministres, notamment de M. Castelar, qui voit s'évanouir ses illusions sur la possibilité de fonder ici une république à la fois fédérale et conservatrice.

La *Gazette de Madrid* du 3 publie en tête de ses colonnes un manifeste que le pouvoir exécutif adresse aux électeurs.

Après avoir rappelé que la sincérité des élections est pour tout gouvernement, mais plus particulièrement encore pour la république, une garantie de conservation, le manifeste déclare que le pouvoir exécutif est bien décidé à sévir contre toute pression qui pourrait être exercée en vue de fausser le suffrage, et que, pour ce qui le concerne, ce pouvoir se gardera bien d'imiter sous ce rapport les gouvernements monarchiques.

Le jour, ajoute ce document, où l'Assemblée Nationale proclama la république, elle s'engagea explicitement à en appeler au peu-

ple pour l'organisation de son œuvre, et les conséquences à déduire de ce premier principe, suivant la pratique de toutes les nations libres, et suivant le texte même de la loi, la souveraineté résidant dans le peuple, c'était au peuple qu'il appartenait de définir et de compléter la pensée de l'Assemblée. L'opinion publique a reconnu la nécessité d'un prompt appel au peuple espagnol solennellement convoqué.

« La même Assemblée Nationale vota une loi de convocation, qui est irrévocable. C'est pourquoi le gouvernement a procédé d'un main résolue contre ceux qui voulaient retarder le jugement national et convoquer, contrairement aux termes de la loi, l'Assemblée suspendue, au mépris du texte de la Constitution, de la lettre même de la législation et de la souveraineté des peuples. Et cette énergie qu'il a eue contre ceux qui, d'un haut, menaçaient les comices, il l'aurait aussi contre ceux qui, d'en bas, tentaient d'y jeter la perturbation et le désordre.

« Lorsque l'on arrive aux hautes régions du pouvoir, on ne tarde pas à découvrir que le régime constitutionnel s'est corrompu en Espagne jusque dans ses racines, par suite de la falsification et de la corruption qui ont été introduites dans les élections. Les conseils de ministres ont consacré leurs soins à désigner leurs candidats, tout comme s'il s'agissait de leurs propres employés ; les gouverneurs recevaient la consigne et l'exécutaient dans les districts électoraux ; le saint ministère de la justice a été converti en une agence de vote ; le budget a été mis à contribution ; l'administration publique s'est transformée en une machine de guerre ; le régime de nos élections était devenu un scandale.

« Il est nécessaire, indispensable de purifier le régime électoral. Le meilleur moyen d'arriver à cette purification, c'est d'obliger les fonctionnaires publics à cesser de se considérer comme des agents intermédiaires pour conquérir des voix. Les gouverneurs, surtout, doivent ne plus considérer leur administration comme une agence ministérielle. Contrairement à ce qui s'est fait et pratiqué jusqu'ici, il faut que tous les employés dépendant du gouvernement mettent désormais tous leurs soins, tout leur zèle, toute leur énergie à assurer la libre expression de toutes les opinions et l'indépendance du suffrage de tous les citoyens.

« A compter de la présente période électorale, il faut en finir à tout jamais avec les candidats officiels, avec les instructions et les recommandations administratives, avec la transformation des employés publics en agents du pouvoir, avec les menaces des troupes armées, avec les entraves et les empêchements apportés dans les bureaux de vote, avec la distribution arbitraire des bulletins de vote.

« Loin de désirer la triste conservation de la tradition en matière électorale, le gouvernement veut que les agents accordent à tous les électeurs indistinctement, quelles que soient leurs opinions et leurs bannières, la plus grande somme possible de protection. Loin de donner une prime d'encouragement à ceux qui font un déploiement de leur influence, de leur nombre, de leur pression pour fausser le suffrage, le gouvernement est bien décidé à les poursuivre sans trêve ni repos et à les livrer immédiatement aux tribunaux. Dans les sociétés démocratiques, les gouvernements ne doivent jamais se constituer en juges des électeurs, pas plus qu'ils ne doivent s'ériger en souverains de la volonté nationale. Dans l'un et l'autre cas, ils doivent se borner à être les humbles et obéissants serviteurs des comices pour faire exécuter leurs arrêts.

« Ce que veut le gouvernement, c'est que les opinions diverses soient représentées dans la Chambre dans la même proportion qu'elles existent dans le pays.

« Le gouvernement ne saurait vraiment pas s'adresser aux partis qui forment la nation ; mais il peut et doit s'adresser aux électeurs pris individuellement, et il leur dit : « Réunissez-vous avec calme, discutez avec liberté ; pétrez-vous de tous les problèmes qui s'agitent dans les sociétés modernes ; choisissez les hommes qui vous inspirent le plus de confiance et de foi, par la pureté de leurs motifs et par l'ardeur de leur patriotisme.

« Soyez les seuls arbitres de vos opinions et de votre vote ; si, par dépit ou par crainte, vous ne le déposez pas dans l'urne, ne reprochez à personne les préjudices que ce suicide moral personnel vous cause, mais attribuez-les plutôt à votre propre faute. Le gouvernement a confiance dans l'intelligence et le bon jugement du peuple espagnol, et il espère que, n'écouter que les inspirations de sa pensée et la voix de sa conscience, il s'attachera à étudier et formuler les grandes principes de la civilisation moderne, et à leur assurer le triomphe afin d'arriver à fortifier le droit et la grandeur de notre chère patrie.

« Madrid, 3 mai.

« Le président du pouvoir exécutif,

« STANISLAS FIGUEROA. »

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

« Suisse. »

Une innovation chancelièrement pronée par les uns et vivement combattue par les autres, est celle du *referendum* ou appel au peuple, adoptée dans certains cantons suisses. Elle consiste, comme on sait, à soumettre à la ratification du vote populaire les décisions, ou certaines décisions, de la législature. Un plébiscite de ce genre a eu lieu le 6 mai dans le canton de Berne et le résultat en a été que sur six lois longuement élaborées, discutées et votées par le Grand-Conseil, quatre ont été rejetées par le peuple bernois. Les deux lois sanctionnées avaient trait aux établissements militaires et aux sociétés de tir ; les quatre lois repoussées concernaient la solde et les traitements, l'organisation de la cavalerie, la pêche et la chasse.

« Amérique. »

Le *Times* publie les renseignements suivants sur la région des *lava beds* et sur les opérations dirigées contre les *Modocs* et les autres tribus indiennes avec lesquelles le gouvernement de Washington est en état d'hostilité :

« La campagne entreprise par les Etats-Unis contre les Indiens *Modocs* est loin d'être une campagne ordinaire. La nature du terrain qu'ils occupent, entièrement formé de couches de lave, la rend on ne peut plus difficile. Ces couches existent le long de la ligne servant de démarcation entre l'Oregon et la Californie, sur une longueur de 600 milles à l'intérieur, en venant de l'Océan Pacifique. Elles apparaissent d'une manière irrégulière, parce que la sauge et des plantes petites, mais touffues, les recouvrent. Le petit gibier y abonde, et le pays est renommé par le grand nombre de lapins et de lièvres qui se réfugient dans les trous et dans les interstices de ces rochers, qui sont une formation basaltique, paraissant être sortie du lit de quelque lac. Un refroidissement subit l'aura vraisemblablement fait craquer partout ; et c'est aujourd'hui comme un filet de fissures, profondes de 10 à 60 pieds. Un certain nombre de tributaires de la Colombie coulent à travers cette région et se dirigent dans une direction nord vers l'Oregon, après avoir formé dans leur cours des lacs et des étangs nombreux.

« Dans beaucoup d'endroits, l'eau enlève la

terre sous la roche, et c'est ainsi que se sont formées de nombreuses cavernes, dont plusieurs sont très larges et ont une étendue de plusieurs milles. Ces cavernes pénètrent dans les fissures, et on cite même une rivière qui parcourt 60 milles sous les couches de lave sans paraître une seule fois à la surface. Les flancs des fissures sont généralement rudes et irréguliers et permettent de descendre facilement dans les cavernes ou d'en remonter.

« Les *Modocs* n'occupent pas toute cette région. Les opérations militaires les ont renfermés dans une très-petite partie de cette contrée. Ils occupent la rive sud du lac Tule, et les troupes ont formé autour d'eux un cordon qui s'étend de la rive orientale du lac à l'autre rive à l'ouest, de sorte qu'on ne peut passer impossible qu'ils puissent s'échapper. Ce cordon militaire a environ 8 milles de diamètre. De petits bateaux qui sillonnent le lac nuit et jour complètent le blocus.

« Les troupes sont divisées en trois corps, formant un camp à l'est, un à l'ouest et un au sud de la forteresse des *Modocs*. Le plan des Américains consiste à retrécir de plus en plus le terrain qu'occupent les Indiens.

« Il est difficile d'avoir des nouvelles de cette région éloignée, la station télégraphique la plus rapprochée étant à 30 milles des camps et la route pour y faire parvenir les courriers étant fort mauvaise.

« La population indienne des Etats-Unis, à l'exception de celle d'Alaska, est estimée à 300,000 individus. Sur ce nombre, 150,000 vivent paisiblement sur les « réservations » ou cantonnements que leur assignent le gouvernement, pendant que 95,000 en plus paissent dans les plaines, gens assez paisibles néanmoins et venant parfois aux bureaux américains. Mais il en reste environ 55,000 qui sont tout à fait en dehors du contrôle du gouvernement ; ce sont ceux qui lui causent tous les embarras qu'il rencontre dans ces régions. Les cinq autres sixièmes sont tout à fait en partie civilisés, et le contrôle des agents du gouvernement suffit pour les maintenir dans l'ordre. Contre les autres, il faut absolument recourir à la force des armes ; il y a contre eux trois champs d'opération :

« En Californie, où les troupes combattent les *Modocs*, dont le nombre est limité, mais dont la forteresse est presque inexpugnable ; dans l'Arizona et dans le Nouveau-Mexique, où le général Crook dirige les opérations contre les *Apaches*, au nombre de 6 à 10,000, et les conduit si vigoureusement que ses attaques se suivent à quelques jours d'intervalle seulement, et chaque fois une bande d'*Apaches* est battue et subit de grandes pertes. C'est ainsi que dans une de ces dernières affaires, dont le récit nous est parvenu dans le commencement du mois d'avril, une bande de ces sauvages a été défaits après avoir eu 41 hommes tués.

« Cette campagne agressive, dit-on, un bon effet, et l'on s'attend à la soumission prochaine de cette tribu, une des plus intractables de l'Ouest.

« Le troisième champ d'opération, qui est en même temps le plus étendu, couvre les vastes plaines de Montana, de Dakota et de Wyoming, sur lesquelles rôdent les bandes guerrières des *Siox*, des *Cheyennes*, des *Utes*, des *Grows* (Cornelles), des *Arappahoes*, des *Black-Foots* (Pieds-Noirs) et autres au nombre de 45 à 50,000.

« Ces tribus menacent les frontières du Minnesota, de Nebraska et du Kansas. Il n'y a que 12,000 hommes de troupes dans ce pays indien, aussi grand que la moitié des Etats-Unis. Mais cette petite armée accomplit des merveilles, et depuis quelques années, maintient les Indiens, avec l'aide, il est vrai, de l'Indian Peace Commission, de qui l'on attend beaucoup, ce qui fait qu'en ce moment on ne peut pas activement les hostilités de ce côté.

« Un événement désastreux vient de jeter dans la consternation la ville de Rochester. Un bâtiment municipal est en cours de construction dans Front-street, au bord de la rivière Genesee. Avant-hier, une crue extraordinaire s'étant manifestée, beaucoup de curieux s'étaient postés sur le mur le plus proche de la rivière et sur un amas de poutres destinées à la construction, afin de voir de plus près le spectacle des eaux enflées.

« Le soir venu, la plupart de ces personnes se retirèrent, mais vingt-cinq à trente, presque tous des jeunes gens, s'obstinèrent à rester, malgré les conseils réitérés d'un entrepreneur, qui s'efforçait vainement de leur faire comprendre que le mur et les poutres sur lesquels ils se trouvaient étaient menacés d'être emportés par l'eau d'un moment à l'autre.

« Voyant que ses avertissements étaient accueillis par des ricanements moqueurs, l'entrepreneur requit un surveillant de contraindre tous ces jeunes gens à s'en aller. Mais le surveillant répondit qu'ils étaient assez grands pour savoir ce qu'ils avaient à faire.

« La-dessus, l'entrepreneur se retira, et à peine mettait-il le pied sur le trottoir, que le mur, sapé par les flots, s'écroula dans la rivière, engloutissant avec lui les imprudents qui avaient refusé de quitter ce poste périlleux.

« Quinze d'entre eux ont été sauvés ; on ignore le nombre exact de ceux qui ont péri. Aux dernières nouvelles, aucun corps n'avait été retrouvé et les recherches étaient impossibles dans le sous-sol du bâtiment submergé, l'eau continuant à monter. (Courrier des Etats-Unis.)

« Brésil. — On écrit de Rio-Janeiro, le 1^{er} avril :

« De grands désastres ont été occasionnés à Rio et dans ses environs par les violents orages de ces derniers jours.

« Plusieurs bâtiments de l'arsenal de la marine, appuyés contre le mur du couvent de San Bento, ont été détruits par un éboulement.

« Dans trois ateliers, où travaillaient plusieurs centaines d'ouvriers, on compte un grand nombre de victimes.

« On a pu relever hier, sous les décombres, vingt-cinq cadavres et une centaine de blessés, dont trente-trois très-gravement.

« On craint d'avoir encore de plus grandes pertes à déplorer.

« Dans la baie, plusieurs navires étrangers ont eu de fortes avaries, et un navire brésilien a été détruit.

« Dans la banlieue de Rio, plusieurs maisons ont été renversées.

« A Petropolis, ses ministres ont été plus gravement atteints ; plusieurs personnes ont été écrasées sous les décombres de leurs habitations. Le chemin de fer qui mène de l'extrémité de la baie au pied de la montagne de Petropolis a été détruit, et depuis trois jours aucune nouvelle cette ville n'a pu parvenir à Rio.

« Le télégraphe a été détruit comme le chemin de fer, et toute la plaine qui s'étend au pied de la montagne est inondée et rend tout passage impossible. La belle route de Petropolis, construite à grands frais à travers les montagnes, a été couverte par des blocs de rochers, des amas de terre et d'arbres déracinés, ses rampes, ses parapets ont été détruits dans beaucoup d'endroits ; il faudra plus d'un mois pour réparer ces dégâts.

« A Theropoles, à Magé, tout est couvert par les eaux ; beaucoup de maisons ont été renversées et celles qui ne sont pas tombées menacent ruine. Un nombre considérable de bestiaux et d'animaux domestiques ont péri.

« La ville de Campos est menacée à son tour d'un débordement du fleuve Parahyba.

« Enfin, on télégraphie de Macahé qu'une grande inondation a eu lieu depuis trois jours. Toutes les habitations ont dû être abandonnées. L'école des rochers sur la ville a obligé les habitants à se retirer sur les hauteurs ; les ponts ont été coupés et les communications par terre avec le Nord ont été complètement interrompues. »

« Afrique. »

Par un arrivage à Liverpool, on a reçu des avis de Cap-Town (Bonne-Espérance) du 5 avril. L'*Argus* de cette date donne la nouvelle suivante :

« Une importante découverte de gisements d'or est annoncée comme ayant été faite dans le pays de Transvaal. Un riche terrain d'alluvion, renfermant de l'or, existe entre Lydenburg et la baie de Lagoa, à une étendue de 30 milles ; l'or s'y rencontre à une profondeur de quatre pieds de la surface du sol.

« Une compagnie s'est formée pour exploiter le pays de Bokeveld dans la province occidentale, où gisent des couches de quartz aurifère. »

« Dernières nouvelles. »

ALLEMAGNE.

La *Provinzial Correspondenz* s'exprime comme suit au sujet du vote du Parlement de l'empire pour l'adoption d'une pièce de 2 marcs :

« A la suite de la décision dont il s'agit, la possibilité de l'application, et par conséquent de l'acceptation, de la loi monétaire, telle qu'elle est sortie des votes du Parlement, est devenue douteuse au plus haut point, et l'on se demande si dans des délibérations ultérieures on trouvera encore le moyen d'arriver à une entente et de prévenir qu'une réforme, dont l'urgence est reconnue partout au même degré, ne doive pas échouer, du moins pour le moment. »

« On lit dans la *Kreuz-Zeitung*, sous la date du 8 mai :

« Le prince de Metternich, ambassadeur extraordinaire d'Autriche-Hongrie pour le norvège, de St. M. le roi de Suède et du Danemark, qui s'est arrivé à Berlin le 5 mai, venant de Vienne, est parti le lendemain pour Stockholm, accompagné du général comte Szapary et du colonel comte de Schönborn. »

PRUSSE. — Parlant de la modification que vient de subir le règlement intérieur de la Chambre des Députés (une seule lecture au lieu de trois pour la deuxième délibération sur des changements au texte de la Constitution), la *Provinzial Correspondenz* émet les prévisions que voici, dans son numéro de mercredi dernier :

« La délibération — lecture unique et définitive — des lois ecclésiastiques à la Chambre des Députés, telles qu'elles ont été modifiées par la Chambre des Seigneurs, aura lieu vendredi ou samedi. Leur adoption ne fait pas l'objet du moindre doute, de sorte que les quatre lois ecclésiastiques pourront recevoir la sanction royale et être promulguées au commencement de la semaine prochaine. »

AUTRICHE-HONGRIE.

Le shah de Perse n'est pas attendu à Vienne avant le mois de septembre. Le comte Dubsky, ministre d'Autriche-Hongrie près la cour de Perse, est parti de Téhéran, avec le secrétaire de légation comte Seillern et l'attaché comte Constantin Zichy, et doit arriver à Vienne dans la seconde quinzaine de mai.

(Correspondance générale.)

FRANCE.

On lit dans la *Liberté* :

« La dernière séance du conseil supérieur de la guerre, présidée par M. Thiers, a mis en évidence une certaine divergence d'idées entre le président de la république et la majorité du conseil.

« On nous assure que le système de forts détachés qu'il serait question de construire à une assez grande distance de la capitale pour faire de Paris un immense camp retranché, aurait été appuyé par le maréchal Mac-Mahon, le duc d'Annam, et la majorité du conseil, et très vivement combattue par M. Thiers, qui, à bout d'arguments, aurait fini par lever la séance, où la politique avait joué le rôle principal. »

GRANDE-BRETAGNE.

Une de nos dépêches d'aujourd'hui nous apprend que M. Huggesson a annoncé à la Chambre des Communes que les Achantis ont remporté une victoire sur les Fantis.

Voici les explications que le sous-secrétaire d'Etat pour les colonies avait données le 6 mai sur les causes de cette guerre :

Répondant à une interpellation de sir Charles Adderley, M. Huggesson avait dit :

« Il n'est pas facile de préciser la cause de l'invasion des Achantis sur le territoire de *Good Coast* ; cependant on assure qu'elle a été provoquée par les Hollandais habitant la colonie. Cette invasion a eu lieu au moment où le gouvernement anglais était engagé dans de paisibles négociations avec les Achantis, dont les envoyés assuraient ignorer entièrement le motif qui avait provoqué une attaque aussi subite.

« Loin de vouloir enlever aux tribus de l'intérieur l'accès de la mer pour leur commerce, le gouvernement anglais avait le désir de faciliter ce commerce de toutes ses forces et, à cet effet, il avait donné aux Achantis des assurances spéciales sur son intention d'exercer sur le territoire nouvellement cédé par la Hollande à l'Angleterre le même protectorat qu'il avait exercé la première de ces puissances. M. Huggesson ajoute que le gouvernement anglais a aidé les Fantis à repousser l'invasion en leur fournissant des armes et des munitions aux frais de la colonie. »

ITALIE.

Une dépêche de Rome, en date du 6 mai, porte que le pape, dans sa réponse à l'adresse des pèlerins français, a dit :

« La France m'a donné des gages incessants de son amour. Après l'épreuve viendra le jour du triomphe. Les pèlerins, les prières, les bonnes œuvres du monde catholique sont un présage de victoire. De même que Pie V vainquit les Turcs, nous vaincrons les ennemis de l'Eglise par la patience et la vérité. Nous sommes au milieu de la bataille, mais Dieu est avec nous, ayons courage. »

Le pape a terminé en disant : « La société est partout en péril ; je bénis spécialement la France. »

ESPAGNE.

Bayonne, 6 mai. — MM. Etchegaray, Martos et le général Caballero de Rodas sont arrivés ici.

Elio est rentré en Navarre pour prendre la direction des bandes carlistes. Dans une rencontre des troupes avec Santa-Cruz, l'armée a perdu un officier ; elle a eu six blessés.

Le général de division français Lefort inspecte les détachements échelonnés sur la frontière.

On mande de Barcelone à la même date : « Il ne reste plus dans la Maestrazgo que

trois ou quatre bandes de quelques hommes se livrant à toute espèce de brigandages.

« La bande de Quico a été entièrement dispersée. La bande de Tristany est activement poursuivie et a été obligée de chercher un refuge dans la province de Huesca.

« Le brigadier Campos a pris les mesures nécessaires à l'exécution de l'ordre du général Velarde relativement au murage des maisons dans la campagne. »

« On ne sait rien de certain sur Saballs, s'il est malade ou s'il a rompu avec don Alphonse, qui est toujours avec le capitaine Murret. On confirme, du reste, que la division existe entre les chefs carlistes. Don Alphonse, en sa qualité de généralissime des forces carlistes, a adressé une circulaire aux alcaides, les menaçant d'une amende de 200 duros pour chaque conscription atteint par le sort qui prendrait rang dans l'armée de la république. La même amende sera infligée aux pères qui n'empêcheraient pas leur fils de partir.

Don Alphonse et dona Blanca se trouvaient le 4 aux environs d'Igualda, entourés par quatre colonnes opérant sous le commandement du général Velarde.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, samedi 10 mai.

Les deux Délégations s'étant réunies aujourd'hui en séance plénière pour voter sur les deux questions au sujet desquelles elles avaient été divisées, les voix se sont partagées, chacune des deux Délégations ayant, à l'unanimité, maintenu ses résolutions (1).

Autre dépêche.

Londres, samedi 10 mai.

M. Lowe a informé la Chambre des Communes que la conférence pour l'imposition des sucres est arrivée à une entente sur le nouveau tarif à établir.

La Banque d'Angleterre vient d'élever à 5 0/0 le taux de l'escompte.

Autre dépêche.

Washington, samedi 10 mai.

Une convention réduisant le port des lettres a été signée entre la Belgique et les Etats-Unis.

La résistance diminue dans la Louisiane. Après une nouvelle sortie les *Modocs* ont disparu.

Autre dépêche.

Bucharest, samedi 10 mai.

Le prince a accepté la démission de M. Costaforu et a confié provisoirement le ministère des affaires étrangères à M. Costarji, président du conseil.

BOURSE DE BERLIN DU 10 MAI.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersb., 89 1/2, pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersb., 88 1/4, pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 80 3/4, pour 100 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 s. 1/2.
1^{er} emprunt à lots et primes 129.
2^{es} emprunt à lots et primes 125 3/4.
3^e emprunt (1854) 77.
4^e emprunt (1855) 90 1/2.
Emprunt russe de 1822 94.
Emprunt russe 5 0/0 68 3/8.
Emprunt russe de 1892 93 1/2.
Obligations consolidées de 1870 96 1/4.
Obligat. de la Grande Société des chemins de fer 92 1/4.

Actions de la Grande Société des chemins de fer 92 1/4.
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 84 1/2.

DEPÊCHE DE L'INTERIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 28 AVRIL.

Cours du change sur Londres, à trois mois 32 7/16, pence, vend. 32 9/16, ach.
Cours du change sur Hambourg, à trois mois 273 1/2, vend. 274 1/4, ach.
Cours du change sur Paris, à trois mois 341 cent. vend. 345, ach.
Cours du change sur Anvers, à trois mois 343 1/2 cent. vend. 344 1/4, ach.

Faits divers.

La famille de Glasenapp a l'honneur de faire part à ses amis et connaissances de la perte douloureuse qu'elle vient de faire en la personne de **M^{lle} Sophie de Glasenapp**, décédée le 26 avril. Le service funèbre sera célébré le 30 avril à 11 h. du matin en l'église catholique de St-Charles, pers. Nevsky. 1342

ON CHERCHE

un gouverneur avec de bonnes références. Quai Gagarine, n° 30, au bel étage, de 11 heures jusqu'à 1 heure et de 6 à 7 h. 1280

EINE DEUTSCHE mit guten Empfehlungen, schon gerüst ist, sucht einen Platz bei Kindern, hier oder zum Reisen ins Ausland.
Въ Офицерской уличной, домъ № 29, кв. № 13, попросить узнати по городской нумеру. 1322

A LOUER appartement élégamment meublé, place Michel, maison Gerbine, deux et trois chambres, pour une, deux ou trois années. 10 chambres y compris cuisine et antichambre. On est prié de s'adresser au d'vornik Sémé Maximow. 1184

A LOUER POUR L'ÉTÉ

à Staraja Dérevnia (au bord de la Néva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galstov, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'adresser à V. O. 10^e ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

A LOUER un logement élégamment meublé à l'antichambre, avec tapis, bronzes, etc., escalier de parade, avec suite et tapis. S'adresser au coin de la Karavanna et de l'italianskaia, m. Maltsow, logement n° 11. 1321

UN ANGLAIS ayant beaucoup d'expérience dans le gouvernement. S'adresser à l'agence de la rue du pont de Kazan, m. Joukovsky, 21/22, 1. 1346

A VENDRE

des terrains arables situés dans une excellente contrée, devant la porte de Potsdam, à Berlin. On n'accepte pas de commissionnaires. S'adresser directement pour les renseignements au Dr en droit Feidels, Königgrätzerstrasse, 100, Berlin. 1339

A VENDRE un étalon bai des haras Hahn bien dressé, âgé de 9 ans, qui par sa beauté pourrait servir exclusivement à un officier de cavalerie de la garde. S'adresser à l'écurie Boudarine, de la 1^{re} brigade de l'artillerie à cheval, à Tver. 1037

COMPTOIR DE TRADUCTIONS dans toutes les langues. Pont de Kazan, m. Joukovsky, n° 21, log. 16, bel étage, par le canal. Ouvert de 9 à 6 h. 1174

KAMENNO-OSTROW CAMPAGNE DUVAL
A LOUER pour la saison d'été une maison avec écurie, remise et grand jardin. Prix 700 r. 1351

A LOUER au 1^{er} Pargolovo, une maison de campagne meublée avec remises, écuries et décoration du jardin. S'adresser à Zaguibien peréoul, n° 1, chez J. Schumacher. 1352

A LOUER trois pièces bien meublées et chambre de domestique. — S'adresser Novoi peréoul, maison n° 4, appartement n° 1. 1352

A VENDRE calèche, drojky couvert et non couvert, char-à-bancs à 2 et 4 places. On propose la location d'une remise et de l'écurie aux acheteurs de 2 ou de 3 de ces équipages. Fontanka, à côté du pal. Amitschkov, maison n° 33. S'adresser à l'intendant Kojevnikov. 1362

ZWEI GANZ NEUE ROYAL, aus einer Fabrik, welches durch schönen Ton auszeichnen sind. Umstände halber werden sie zu billigen Preisen verkauft. Grosse Podjatskaja, 29, Quart. 5. 1354

AVIS.

On vend avec l'autorisation du physicien de St-Petersbourg de 1862 diverses préparations contre les rats et souris et contre tous les insectes, et on les détruit avec garantie, en quelques heures, dans tous les endroits. Près de la perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaja et Tolmazyov peréoul, m. n° 18 et 1, magasin chimique Evdokimov, même les fêtes, de 9 h. du matin à 11 h. du soir. 1361

AVIS

L'ascension du **Jules Verne** est fixée définitivement à aujourd'hui 29 avril à 2 heures précises. Les prix des billets d'entrée sont de 3 r. et 1 r. pour les places assises et de 20 c. — Le 29 avril, à partir de onze heures et demie, des bureaux particuliers seront ouverts au public : sous la première porte cochère de la ligne des chemins de fer pour les billets de 3 r. et de 1 r. et sous la seconde porte de la même ligne pour les billets de 20 c.

On peut se procurer d'avance des billets de 3 r. et de 1 r., chez M. Vaillant, bijoutier, perspective Nevsky, M^{me} Amant et Jollia, confiseurs, Grande Morskaia, dans les magasins de confiseurs Charles Prevost et Philippe, perspective Nevsky, et enfin chez Petrow, à l'école des cadets. 1327

Въ книжномъ магазинѣ Карла Рейхера, Невскій проспектъ, домъ Магери, № 14, въ Сиб. и у другихъ книгопродавцевъ поступила въ продажу:

Память военный вопросъ военныя и политическія статьи
РОСТИСЛАВА ФАДѢЕВА
Автора «Вооруженныя силы Россіи». Сиб. 1873 г. Цѣна 2 р. 50 к. 1356

A VENDRE

tableaux originaux à l'huile. Trotsky peréoul, à l'établissement d'hydrothérapie. 1326

ON VEND une jument de selle, de sang anglais, qui s'attelle aussi. Millionnaia, n° 27, demander le cocher Jack. 1353

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE.

Pour tous renseignements entre la Russie et la Belgique. — **CHARLES STOOFS**, boulevard de Waterloo, 83, à Bruxelles. 296

DÉPOT DES PRODUITS EN PAPIER-MACHÉ DE

LOUCOUTS A MOSCOU

AU MAGASIN

J. W. JUNKER ET C^e

Perspective Nevsky, n° 20

A SAINT-PÉTERSBOURG

(Chaque objet porte l'aigle et le nom du fabricant). 115

M^{me} HELENE S. VONGL
dentiste américaine de New-York
reçoit tous les jours, pers. Morskaia, n° 21.
Dents artificielles. — Orifluction des dents. 1251

OFFRE
DE CRÉDIT ET D'ARGENT
très avantageuse et sans intermédiaire, sur immeubles et meubles, fonds de commerce, contrats d'assurances, droits de succession, consignations et nantissements. — Ecrire franco à WILHELM NEPHEW & C^e, 18, Johnstreet, Minorities, London. 1323

Eaux MINÉRALES
NATURELLES
fraichement puisées, au magasin Stoll & Schmidt, au coin du Kirpichtnoï per. m. Kononow. 1255

HOTEL DE LA PAIX
BERLIN
à présent Taubenstrasse, 12/13 1201

Maison du coin de la Friedrichstr., se recommande aux honorables voyageurs.

DE CE JOUR 1344

Huitres de Flensburg

à 75 c. les dix.

50 dans la cour du marché Apraxine, près l'école Kommissarow. 50

FABRIQUE D'APPAREILS CONTRE L'INCENDIE, ATELIERS PRIVILÉGIÉS IMPÉRIAL ET ROYAL.
W^m KNAUST, Vienne, Leopoldstadt, Miesbachgasse, 15, vis-à-vis l'Augarten.
25 Médailles.
Pompes à incendie de toute espèce, pompes de jardin d'arrosage, pompes pour bâtiments, pompes centrifuges, pompes pour machines, pompes à vapeur, pompes à filière, à vin, etc., construction, pompes à incendie en toile de chanvre, tuyaux, seaux en caoutchouc, objets d'équipement pour pompiers, etc. — Catalogues illustrés, gratis par la poste. 325

LE DEPOT GÉNÉRAL

DE MON

EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichtnoï peréoul, maison Kononow. 1

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

méd. dentiste de la cour imp.-royale.

DRAGÉES DE CUBÉBINE
AU COPAHU DE LABÉLONTE
employées contre les maladies secrètes.

Exiger sur chaque boîte le certificat d'origine.

A Paris, pharmacie Labélonde et C^e, rue d'Aboukir, n° 99.

En Russie, dans toutes les pharmacies de l'Empire. O. P. 21

NOUVELLEMENT REÇU

D'ASTRAKHAN

Caviar pressé de la meilleure qualité et Dos d'Esturgeons blancs, essorés, d'un goût excellent.

De Londres : excellent Chester. On recommande aussi les fromages suivants : Suisse, Parmesan et de Hollande — tous de la meilleure qualité et de très différents.

Pâtés de Strasbourg, Sardines Roedel et Philippe Canard, Jambon enuit, Saucisson italien et Jambon fumé d'un goût délicat, gros Harings blancs et toutes sortes d'articles gastronomiques.

Liqueur dominicaine et différents vins.

Dattes muscades en paquets, Ammandes de Pistaches et de Pignoli, Noix fraîches de Crimée de différentes sortes, Fruits confits glacés de Paris et fruits naturels en carafons. 1325

Aux magasins de fruits et de vins

de

VIOSCHINE.

Grande Morskaia, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1.

EN VINGT LEÇONS

On enseigne la tenue des livres en partie double, de toutes les manières, d'après la méthode Gamelberg pour d'école de commerce de Hambourg. On donne aussi des leçons de comptabilité commerciale et on se charge de régler les livres et de les tenir. Perspective Nevsky, m. n° 14, log. n° 15. 1343

RESTAURANT
COUPARD

Tchernia Retchka, campagne Kisselev.

Ouverture de la saison d'été.

M. Coupard a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'à partir de dimanche, 29 avril, le restaurant sera ouvert avec l'abais de 30 0/0 sur le tarif de l'année passée.

Chaque jour de 2 à 3 heures dîners à 1 r. composés de 5 plats et café.

Vins de table 1^{er} choix à 1 r.

Röderer du magasin anglais à 4 r.

25 c. la bouteille.

Salon pour dîners de société. Cabinets de famille avec pianos; Bichettes vitrées, etc.

Menu de dimanche 29 avril.

Potage Bisque — Entrecôte à la Béarnaise — Gélinoites à la casserole — Salade — Glaces aux fraises — Café. 1347

A. BOLLOT, TAILLEUR

Élégance et bon marché. Costumes complets à 25 r. et au-dessus. Costumes d'été depuis 7 r. 50 c. Perspective Nevsky, maison n° 10. 1277

CHARLES MASSON & C^e

NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME

DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.

GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX

POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES.

ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.

CHARLES MASSON & C^e, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 838

LIGNE NICOLAS.

A partir du 1^{er} mai année courante les trains seront expédiés :

	St-Petersbourg.	Moscou.	St-Petersbourg.
Train de courrier 1 ^{er} et 2 ^e cl.	7 h. 15 m. soir	10 h. 15 matin	8 h. soir
Trains-poste 1 ^{er} et 2 ^e classes	2 h. ap.-midi	9 h. matin	3 h. 30 m. après-midi
Trains de voyageurs 2 ^e et 3 ^e cl.	8 h. 30 matin	7 h. 45 matin	8 h. 30 matin
d ^e 2 ^e et 3 ^e cl.	3 h. 30 matin	4 h. 40 matin	4 h. 45 m. après-midi
d ^e 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cl.	10 h. 30 m. soir	11 h. soir	10 h. soir

(Les heures de départ des trains seront réglées d'après l'heure locale.)

L'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE

DE LA

nouvelle fabrique de filature et de tissage de

COTON

(Новой Бумагопрядильной и Ткацкой фабрики)

invite MM. les propriétaires de titres de participation à assister à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu lundi 7 mai de l'année courante, à 1 heure de l'après-midi, au comptoir de la filature, qui se trouve quartier d'Alexandre Nevsky, canal Obvodny, n° 60. 1357

LITERIE FRANÇAISE

GLÉNAT ET C^e.

BLACHON ET TOUZET, successeurs

Seule maison spéciale

à St-Petersbourg, n° 30, Grande Morskaia, n° 30.

Lits en bronze et en fonte.

Lits de fer pliants. Lits de voyage, dits Garibaldi. Lits d'enfants et berceaux. Sommiers élastiques. Matelas

de toute sorte. Canapés lits. Couchettes, oreillers et traversins; stores et jalousies; Lavabos. Meubles de jardin, etc.

La maison se charge de toute sorte de travail en tapisserie.

PRIX MODÉRÉS. 1273

A VENDRE

MAISON DE CAMPAGNE SEIGNEURIALE avec écuries, remises, habitation de jardinier, etc., situation magnifique et surtout très saine, présentant une vue ravissante sur les alentours, à proximité directe de Stuttgart.

La maison seigneuriale, par son espace et son bon état d'entretien, ainsi que par ses jardins et dépendances, forme un ensemble qui peut être approprié aussi bien à l'usage d'une grande famille qu'à celui d'un grand pensionnat.

Adressez les offres sous chiffre Y. 1724 à l'agence de publicité de R. Mosse, à Stuttgart R. M.

AVIS.

Une des inventions les plus nouvelles et incontestablement utiles, sur laquelle il est nécessaire d'attirer l'attention du public, c'est l'invention des dents artificielles dites **Diamantines** du D^r Henry James Miller, Petite Morskaia, maison n° 16, log. n° 1. Le procédé de la pose de ces dents fait oublier la perte des dents naturelles et contribue à la conservation des dents restées. Plombage des dents au moyen de l'émail artificiel, qui ne diffère en rien de l'émail dentaire. A cause de sa beauté, sa solidité et sa durabilité, l'émail artificiel contribue beaucoup et pour de longues années à l'entretien des dents qu'on n'avait plus espéré de conserver. Guérison des dents malades sans extraction. Le D^r Henry James Miller a employé plus de 15 années pour se perfectionner, en visitant les centres de la civilisation, dans son art si salutaire pour l'humanité souffrante. 1313

A. BOLLOT, TAILLEUR

Élégance et bon marché. Costumes complets à 25 r. et au-dessus. Costumes d'été depuis 7 r. 50 c. Perspective Nevsky, maison n° 10. 1277

CHARLES MASSON & C^e

NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME

DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.

GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX

POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES.

ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.

CHARLES MASSON & C^e, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 838

LIGNE NICOLAS.

A partir du 1^{er} mai année courante les trains seront expédiés :

	St-Petersbourg.	Moscou.	St-Petersbourg.
Train de courrier 1 ^{er} et 2 ^e cl.	7 h. 15 m. soir	10 h. 15 matin	8 h. soir
Trains-poste 1 ^{er} et 2 ^e classes	2 h. ap.-midi	9 h. matin	3 h. 30 m. après-midi
Trains de voyageurs 2 ^e et 3 ^e cl.	8 h. 30 matin	7 h. 45 matin	8 h. 30 matin
d ^e 2 ^e et 3 ^e cl.	3 h. 30 matin	4 h. 40 matin	4 h. 45 m. après-midi
d ^e 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e cl.	10 h. 30 m. soir	11 h. soir	10 h. soir

(Les heures de départ des trains seront réglées d'après l'heure locale.)

L'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE

DE LA

nouvelle fabrique de filature et de tissage de

COTON

(Новой Бумагопрядильной и Ткацкой фабрики)

invite MM. les propriétaires de titres de participation à assister à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu lundi 7 mai de l'année courante, à 1 heure de l'après-midi, au comptoir de la filature, qui se trouve quartier d'Alexandre Nevsky, canal Obvodny, n° 60. 1357

LITERIE FRANÇAISE

GLÉNAT ET C^e.

BLACHON ET TOUZET, successeurs

Seule maison spéciale

à St-Petersbourg, n° 30, Grande Morskaia, n° 30.

Lits en bronze et en fonte.

Lits de fer pliants. Lits de voyage, dits Garibaldi. Lits d'enfants et berceaux. Sommiers élastiques. Matelas

de toute sorte. Canapés lits. Couchettes, oreillers et traversins; stores et jalousies; Lavabos. Meubles de jardin, etc.

La maison se charge de toute sorte de travail en tapisserie.

PRIX MODÉRÉS. 1273

MACHINES A DECOUPER LA TOURBE ET PRESSES A TOURBE

de la construction la plus moderne, sont livrées par la fabrique de machines

E. Reinicke à Königsberg en Prusse.

Les fabriques de tourbe les plus importantes ont reçu leurs matériaux d'installation et les produits de la dite fabrique. R. M. 1245

COMPAGNIE MARITIME
FRANCO-RUSSE

LIGNE RÉGULIÈRE ENTRE LE HAVRE ET ST-PÉTERSBOURG,

par les steamers de 1^{re} classe: **Emma** capitaine **Jubin**; **Ville de Malaga** capitaine **Corbière**, incessamment attendus à Cronstadt, d'où ils repartiront dans 8 ou 10 jours. Ces deux steamers sont nouvellement aménagés et ont des cabines de 1^{re} et 2^{me} classe.

S'adresser pour plus amples renseignements à MM. C. Wachter & C^e, Galernaia, n° 20, maison Outine. 1345

LA BANQUE DE COMMERCE

KREMENTCHOUG

a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que, selon la disposition de la direction, les versements ultérieurs sur les actions de la Banque sont fixés comme suit: le 30 juin 50 roubles et le 30 septembre 50 roubles sur chaque action. La Banque paie sur les sommes remises avant ces termes cinq pour cent d'intérêt. 1334

LE MAGASIN DE TABACS DE LA COMPAGNIE DE DRESDE

L'UNION

N° 80, à St-Petersbourg, p. Nevsky, (2^e maison de la Titénovaia), N° 80

vient de recevoir, sortant de sa propre fabrique de Varsovie

DES CIGARETTES NOUVELLES

(tabac turc et aromatique)

ROULÉES.

	4 r.	5 c. le 100
Kaiser, canons forts, faites avec des tabacs à 12 r. la livre, idem	2	50
Kaiserin, fines	2	50
Dessert, canons longs,	1	80
Frou-Frou, canons courts très forts,	1	70
Bonjour, canons forts	1	50
Samson-Crème, canons forts,	1	20
Bon-Appétit, moyens aromatiques forts,	1	20
Union idem très forts,	1	20

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de **WHEELER & WILSON**
Petite Morskaja, n° 14.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Petrovsky, m. Popov, près l'Ermitage.

VÉRITABLES CIGARES de la HAVANE
J. SPÖRHASE
1 rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichsstrasse, n° 66, à Berlin.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI.
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

CHOCOLAT DE LA C^e COLONIALE
PARIS et ST-PÉTERSBOURG.
Dépôt Grande-Morskaja, maison n° 15.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

AVIS

Aux personnes se rendant à l'étranger la maison de banque de Mawrikij Nelken ouvre des comptes courants étrangers au taux de 7 00 l'an, et délivre des lettres de crédit sur des maisons de banque de premier ordre des principales villes de l'Europe.

On peut se procurer gratis au comptoir, perspective Nevsky, n° 14, le prospectus détaillé sur ces opérations.



MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
système **CALLEBAUT**
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LÉON CASTILLON
COMMISSIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr-Morskaja et de la pers. Nevsky,
m. Elisseev, 15-16; à Moscou, pont des Marchaux, 11, m. Komarov.



MACHINES À COUDRE
de **NUSSEY & PILLING.**
La machine perfectionnée Little Stranger (navette)
28 roubles.
Le Nussey & Pilling, nouvelle machine à coudre
silencieuse, pour la famille (navette), 50 r.
Le Tador, silencieuse, pour l'ouvrage de tailleur
et de fabricant (navette), 57 r.
Machines Wheeler & Wilson.
On fournit MM. les négociants. — Bureau à Lons
dres, C. E. Wilson, 24, Falmouth Square, E. C. Usine
Park Works, Park Lane, Leeds, England. 1090

BAINS DE TARASP. ENGADINE. (SUISSE.)

4,000 pieds au dessus de la mer.

Carbonates de soude et carbonates de fer de premier ordre.

BAINS D'EAUX MINÉRALES. CLIMAT ALPESTRE.

Ouverture de la saison : 5 juin.

R. M. Adresse : Direction de l'Etablissement des Bains à Tarasp (Suisse). 1242

HOTEL BELLE-VUE

(Perspective Nevsky)

au RESTAURANT tous les jours :

Déjeuner de 2 plats, à 75 c.
Dîner de 5 plats, à 1 r.
Dîner de 6 plats choisis, à 2 r. } de 3 à 7 heures.
Souper à la carte.

CABINETS A PART.

On accepte toutes commandes pour la ville, avec ou sans vins et service.
JULES LOMATZSCH.

1268

L'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VORONÉGE-ROSTOW.

à l'honneur de faire un appel aux personnes qui désireraient se charger de l'impression des formulaires et de tous les travaux de typographie dont l'administration du chemin de fer a besoin, et cela à partir du 1^{er} juillet 1873 pour un terme de trois ans.

Les enchères pour cette entreprise de fourniture auront lieu, au moyen de soumissions cachetées, au siège de l'administration, le 15 mai, à deux heures de l'après-midi.

Les soumissions sont acceptées à l'administration de la Société à St-Petersbourg, Quai Anglais, n° 4.

On peut prendre connaissance des conditions exigées pour prendre part aux enchères pour travaux typographiques, tous les jours, de 10 à 3 heures de l'après-midi, à l'administration de la Société — à St-Petersbourg et à partir du 25 avril à l'administration de la ligne à Voronège. 1309

AVIS

Le comité soussigné prend la liberté d'appeler l'attention sur le marché de chevaux de race qui aura lieu les

28 ET 29 MAI 1873

à Neu-Brandenburg (Mecklembourg).

Ce marché a été institué en 1869 et d'année en année les chevaux y ont abondé dans une proportion croissante. Cette année également un grand nombre de chevaux sont déjà annoncés des haras les plus renommés du Mecklembourg et des provinces prussiennes limitrophes.

Les amateurs trouveront à ce marché un grand choix de chevaux, tant pour les haras que pour tout autre usage, et ils jouiront de l'avantage des achats de première main.

Le premier jour du marché, à partir de 4 heures de l'après-midi, sera vendu aux enchères les haras bien connus de feu le propriétaire domanial Ahrens-Neuschlagsdorf près Schwerin, qui se compose d'une trentaine de chevaux.

— On arrive à Neu-Brandenburg, station du chemin de fer Frédéric-François, de Berlin en 4 heures, de Stettin en 3 heures et de Hambourg en 7 heures.

LE COMITÉ :

Conseiller intime de cour Brückner, de Klinggräff-Chemnitz, conseiller Loeper, baron de Maltzan-Kruckow, de Michael-Platen, d'Oertzen-Remlin, Poggi-Gevezin, comte de Schwerin-Göhren, Siemers-Teschendorf. 1003

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-BROMBERG.

Conformément aux §§ 30 et 32 des statuts le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire, laquelle sera tenue le 30 mai (11 juin) année courante à onze heures du matin à la salle des conférences à la gare du chemin de fer à Varsovie.

Pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins vingt actions ou actions de jouissance et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple jusqu'au 19 (31) mai courant à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de Commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils,
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale,
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,
Frankfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils,
Dresde, à la Banque de Dresde,
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C^e,
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,
Londres, chez MM. N. M. Rothschild and sons,
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig,
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolf.

Les spécifications porteront les n° I. II. III. Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera auprès du dépôt. La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire. Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les a reçues en dépôt.

Varsovie, le 25 avril (7 mai) 1873.

1349

BAINS D'EMS

Ouverture de la saison le 1^{er} mai.

Cabinets de lecture, théâtre, réunions, etc. Communication rapide et commode avec le Rhin et tous les pays du monde par le chemin de fer de Nassau. H. V. 1206

SOCIÉTÉ RUSSE DE CONSTRUCTION.

La direction de la Société russe de construction a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que la distribution du dividende pour la période du 7 août 1872 au 1^{er} janvier 1873, conformément au § 53 des statuts, et en vertu de la décision de l'assemblée générale de MM. les actionnaires du 14 avril courant, aura lieu à raison de 1 r. 19 cop. par action à la direction (Quai Anglais, n° 28) tous les jours, de midi à 3 heures, à partir du 28 avril, hormis les dimanches et jours fériés.

La direction croit en outre de son devoir d'ajouter que pour recevoir leur dividende MM. les actionnaires doivent présenter leurs titres provisoires pour y apposer le timbre certifiant la remise du dividende. 1305

AVEC LE CONSENTEMENT
DU DÉPARTEMENT MÉDICAL.

FARINE LACTÉE

de **HENRY NESTLÉ**
(aliment pour les enfants).



se vend dans les Dépôts principaux de l'agent général soussigné, Alexandre Wenzel, dans tous les dépôts du laboratoire chimique de St-Petersbourg, chez M. A. Stall & Schmidt, Moika, au coin du Kirpichnoi pérouloki; à la Société pharmaceutique russe, pont de Police, maison Bachmakow; au Magasin de Berlin, Pérouloki rad, 21, et chez tous les principaux droguistes et pharmaciens de St-Petersbourg, au prix d'un rouble la boîte de 500 grammes de farine.

A Moscou, chez M. K. Ferrein (Чарпан Никольская Антверп), et chez les droguistes L. Borhardt, L. Terné et A. Brunst, ci-devant Pétz, au prix de 1 r. Ce remède, déjà très propagé à l'étranger, est facile à digérer, ne se gâte jamais, et plaît beaucoup aux enfants. C'est pourquoi il se recommande particulièrement :
1° Pour aider les mères et nourrices faibles.
2° Pour sevrer les enfants.
3° Pour les enfants en voyage.

Alexandre Wenzel,
agent général pour la Russie, 27, Moika,
près du pont des Ecuries.

1065

CHEMIN DE FER
VARSOVIE-TÉRESPOL.

Conformément au § 34 des statuts, le conseil d'administration, dans sa séance du 27 mars (8 avril) 1873, a fixé le terme pour l'assemblée générale des actionnaires de la Société du chemin de fer Varsovie-Terespol au 2 (14) juin année courante. Cette assemblée se réunira à Varsovie, au local de la Ressource de commerce, rue des Sénateurs, n° 471 d., à midi.

Pour prendre part à l'assemblée générale tout actionnaire doit déposer jusqu'au 18 (30) mai, à 3 heures de relevée, au moins vingt actions :

A la caisse sociale à Varsovie, rue Mazowiecka, n° 1348, ou
A St-Petersbourg, à la Banque privée de commerce, et à la succursale de la Banque de commerce de Varsovie.

Le dépôt d'actions doit être accompagné de trois bordereaux, signés par MM. les actionnaires et portant les numéros des actions déposées. L'un de ces bordereaux, muni d'un visa, sera remis à l'actionnaire, pour lui servir de reçu; l'autre sera retenu à la caisse, le troisième sera annexé à la carte d'admission.

Les certificats constatant un dépôt de vingt actions au moins, fait à la caisse sociale, à la Banque de Pologne ou à la Banque de commerce de Varsovie, donnent également droit à une carte d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait été fait au plus tard le 18 (30) mai année courante.

Chaque actionnaire pourra se faire remplacer par un membre de l'assemblée muni d'un pouvoir sous seing privé.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale seront délivrées par la caisse sociale sur présentation de certificats de dépôt d'actions.

La restitution des titres déposés aura lieu une semaine après l'assemblée générale.

Varsovie, le 20 avril (2 mai) 1873.

Le conseil d'administration.

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-VIENNE

Conformément aux §§ 26 et 28 des statuts le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire, laquelle sera tenue le 29 mai (10 juin) à onze heures du matin à la salle des conférences à la gare du chemin de fer à Varsovie.

Pour avoir droit d'assister, ou de se faire représenter à cette assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins quarante actions ou actions de jouissance, et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple jusqu'au 18 (30) mai courant à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie, ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de commerce à Varsovie ou chez MM. Gustave Sterky et fils,
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale,
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,
Frankfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils,
Dresde, à la Banque de Dresde,
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C^e,
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,
Londres, chez MM. Rothschild and sons,
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig,
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolf.

Les spécifications porteront les n° I. II. III. Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera auprès du dépôt. La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire. Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les a reçues en dépôt.

Varsovie, le 25 avril (7 mai) 1873.

1348

BAINS DE LIPPSPRINGE

Station de Paderborn (chemin de fer de Westphalie) près du
TEUTOBURGER WALD.

Thermes de chaux, riches en nitrogène (17° R.) avec sel de Glauber, inhalations, air humide-chaud et calmant, petit-lait. Bains efficaces contre la *pulmonie chronique*, les *catarrhes secs et douloureux des organes de la respiration* et les *congestions des mêmes organes*, l'*asthme nerveux* et l'*asthénie*, les *différentes sortes de dyspepsie*, etc. Nombre des baigneurs par an : environ 1,800. Saison du 15 mai jusqu'au 15 septembre. Les maisons de cure, agréablement situées, offrent du confort et un excellent traitement. Les établissements de cure ont été considérablement améliorés. Orchestre de 18 musiciens. Pour l'envoi de l'eau et autres renseignements s'adresser à

L'administration des bains.

1230 H. V.

D^r KLES.

GRAND ÉTABLISSEMENT HYGIÉNIQUE

à Dresde, Bachstrasse, 8.

Cure diététique système Schroth.

Guérison radicale des maladies de gorge, de poitrine, du cœur, de l'estomac, du foie, des intestins, syphilis, scrofules, dartres, rhumatismes, maux de reins, maladies des femmes, chlorose, névralgies, etc.

Les malades sont reçus hiver comme été. Ouvrage le plus nouveau sur le procédé curatif : Méthode hygiénique diététique système Schroth, par le D^r Kles. R. M. 1249

BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW.

La Banque fait des avances : 1° contre hypothèque de propriétés dans les gouvernements de Kharkov, Koursk, Voronège, Ekaterinoslaw et Poltava ; 2° contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières dans la ville de Kharkov (1).

Les personnes qui reçoivent des avances n'assument pas de garantie collective pour ces prêts, pas plus que la responsabilité pour l'administration de la Banque.

Tous les comptes et paiements de la Banque foncière sont basés sur le rouble crédit de l'Empire.

Les avances se font sur le pied de 60 % de la valeur d'estimation de la propriété.

L'estimation des propriétés foncières est ou normale ou spéciale. Les personnes qui auront reçu une avance d'après l'estimation normale pourront en recevoir une supplémentaire d'après l'estimation spéciale.

Les propriétés foncières urbaines sont estimées d'après leur valeur matérielle et leur rapport.

Les avances sont délivrées contre hypothèque de propriétés dont la valeur d'estimation est de 500 roubles au moins.

Les avances sont délivrées aux termes suivants : 1° contre hypothèque de 43 ans et demi, 2° contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières de 18 ans et 7 mois.

Les personnes qui reçoivent ces avances paient chaque demi-année sur la valeur nominale des titres hypothécaires pour les sommes avancées :

a. 3 %, plus 1/2 % pour la formation du capital de réserve de la Banque, du dividende des actionnaires et des frais d'administration de la Banque.

b. 1/4 % de l'amortissement des prêts faits pour 43 ans et demi et 1 1/2 % pour l'amortissement des prêts faits pour 18 ans et 7 mois. Ces paiements doivent être effectués d'avance pour chaque demi-année pas plus tard que le 30 juin et le 31 décembre.

Pour garantir les emprunteurs des fluctuations éventuelles du cours des titres hypothécaires, la direction de la Banque se charge de les placer chez des banquiers et de remettre aux emprunteurs de l'argent comptant à la place des titres hypothécaires.

Pour couvrir les frais de l'estimation et de l'expédition des titres hypothécaires il est prélevé en même temps 1 %, sur la somme de l'emprunt.

L'emprunteur peut payer sa dette avant le terme par le versement des titres hypothécaires ou d'argent comptant.

En cas de paiement de la dette au moyen de ces titres la Banque les accepte au cours nominal ; en cas de paiement en argent comptant la Banque, outre le montant du capital, prélève encore des intérêts jusqu'au jour du premier tirage auquel les titres hypothécaires de cette dette doivent être annulés.

La sous-hypothèque de propriétés avec renouvellement d'avance est admise après extinction de la 5^e partie de la dette. L'hypothèque facilite l'extinction de dettes privées ainsi que de dettes envers l'Etat, pour le transfert desquelles la Banque entre en accord avec le ministère des finances.

Les formules des déclarations des inventaires et des instructions d'après lesquelles a lieu l'estimation des propriétés sont distribuées et expédiées gratuitement par la direction et les agents de la Banque.

Agents de la Banque.

Ekaterinoslaw, R. Uhlmann et C^e; Poltava, N. A. Vsevoloski; Gadiatch, N. M. Pristetzky; Koursk, A. A. Spessivtsev; Soumak, N. K. Altchevsky; Kharkov (à la Banque), M. J. Popow.

Prix normaux par dessiatine de la terre de rapport, adoptés à l'assemblée générale du 12 mars 1872.

Gouvernement de Kharkov.

Districts : Soumy, 60 r. Kharkov, 50 r. Akhtyr, 45 r. Lébedine, 45 r. Bohodoukhow, 45 r. Valkovsk, 50 r. Volchansk, 45 r. Koupiansk, 35 r. Zmiw, 40 r. Izium, 40 r. Starobelsk, 30 r.

Gouvernement d'Ekaterinoslaw.

Districts : Rostow, 40 r. Pavlograd, 30 r. Novomoskovsk, 30 r. Bakhmout, 30 r. Haut-Dnièpr, 25 r. Ekaterinoslaw, 30 r. Slavianskerbsk, 30 r. Alexandrovsk, 30 r.

Gouvernement de Voronège.

Districts : Birutchinsk, 45 r. Zadonsk (rive droite du Don), 65 r. Zadonsk (rive gauche du Don), 45 r. Zemliansk, 70 r. Korotoïaksk (rive droite du Don), 50 r. Korotoïaksk (rive gauche du Don), 30 r. Bas-Dievitsk (partie septentrionale de la Diévitsa), 50 r. Bas-Dievitsk (partie méridionale de la Diévitsa), 30 r. Pavlovsk, 35 r. Valouisk, 50 r. Voronège, 50 r. Bobrovsk, 50 r. Bogoutcharsk, 25 r. Ostrogojsk, 30 r. Novokhopersk (au Nord des rivières Khopra et Elane), 50 r. Novokhopersk (au Sud des rivières Khopra et Elane), 40 r.

Gouvernement de Koursk.

Districts : Koursk, 80 r. Fatège, 80 r. Staroskol, 65 r. Oboïansk, 65 r. Rylysk, 50 r. Soudjansk, 60 r. Stehigrow, 70 r. Timsk, 65 r. Bielgorod, 60 r. Korotchansk, 50 r. Lgow, 40 r. Novosokol, 45 r. Graïvorone, 50 r. Poutiv, 40 r. Dmitriew, 55 r.

Gouvernement de Poltava.

Districts : Kobéliak, 55 r. Kromentchoug, 55 r. Poltava, 55 r. Gadiatch, 45 r. Zenkovsk, 50 r. Zolotonoch, 40 r. Pereiaslaw, 40 r. Piriatsinsk, 45 r. Mirgorod, 45 r. Khorolsk, 45 r. Prilouk, 55 r. Romensk, 60 r. Lokhvits, 45 r. Loubensk, 45 r. Constantinnograd, 35 r.

Pour les propriétés sises jusqu'à 25 verstes de distance d'une ligne de chemin de fer, l'estimation normale de la terre peut être élevée de 10 0/0 au dessus des prix normaux sus-désignés.

(1) Les prêts ne sont limités à Kharkov que pendant la première année de l'existence de la Banque.

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HOHN.